



**JOURNAL DES EVENEMENTS  
SOCIO-POLITIQUES  
A MADAGASCAR**

**UNE SELECTION D'ARTICLES  
DE DECEMBRE 2008 A MARS 2009**



**FANABEAZANA  
OLOM-PIRENENA**



**JOURNAL DES EVENEMENTS SOCIO-POLITIQUES  
A MADAGASCAR**

**UNE SELECTION D'ARTICLES  
DE DECEMBRE 2008 A MARS 2009**

Réalisation : KMF/CNOE & NOVA STELLA

en partenariat avec la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

avec la collaboration de  
Rindra Rabarinirinasoa, Mamy Auguste Andrianirina,  
Tanteliniaina Victor Rakotoarison

Coordination : Jean Aimé A. Raveloson

Antananarivo, mai 2009

## PREFACE

Encore une fois depuis son indépendance, Madagascar se trouve dans une phase difficile. L'après 2002 a montré aux observateurs nationaux et internationaux que les règles démocratiques – si souvent citées – ne sont pas encore acceptées par tous les acteurs politiques. Ceci est confirmé par ces derniers mois de crise.

La société en général reste perplexe et démunie vis-à-vis des dégâts immenses et de la violence qui ont frappé le pays. Beaucoup se demandent si les résultats atteints jusqu'ici depuis janvier 2009 justifient la perte en vie humaine, en investissements et en emploi. Ils se demandent quand les problèmes de la vie quotidienne seront résolus ? Ils demandent des réponses convaincantes sur les projets tels que la lutte contre la pauvreté ou encore la destruction de l'environnement. La plupart d'entre eux ne comprennent pas pourquoi Madagascar est coincé dans un cercle vicieux où les crises politiques se répètent et les problèmes restent les mêmes ? La refondation des structures de base de la démocratie est incontournable pour une grande partie de la population.

Les Malgaches aspirent à une solution pacifique et souhaitent un consensus national pour éviter des crises dans le futur. La population s'attend à la prise de responsabilité des diverses institutions de la société malgache. Ainsi, les partis politiques sont invités à proposer leur programme et à débattre leurs idées ouvertement avec la population. On s'attend au rôle de « contre pouvoir » de la presse. Pour que les décisions ne soient pas prises seulement dans la capitale et les grandes villes, les paysans et la population dans les régions devront s'impliquer encore plus dans les affaires nationales. Pour construire leur propre avenir et mettre en marche des règles pour le bien du pays, il est plus que souhaitable que la jeunesse malgache ait la chance de s'impliquer directement. Bien que la politique malgache soit dominée par des hommes, les femmes auront maintenant la chance d'influencer la vie de la nation.

Bref, la société toute entière et la société civile dans son pluralisme et sa diversité auront l'opportunité de regagner leur force après les événements sociaux-politiques de ces derniers mois.

Bien que les racines des faits datent depuis bien longtemps avant le début des événements, ce « Journal » se concentre sur une période assez limitée. L'intention est de montrer le déroulement des événements entre décembre 2008 et mars 2009. Cette phase est riche en informations spectaculaires et en incidents complexes.

Ainsi, ce « Journal » essaie de regrouper différents articles, communiqués et bulletins pour mieux comprendre le déroulement des événements récents à Madagascar. Les lecteurs sont libres de tirer leurs propres conclusions. Le but est que telles crises ne se reproduisent plus.

Oliver Dalichau

Représentant Résident de la Friedrich-Ebert-Stiftung

**DECEMBRE 2008**

**8 DECEMBRE 2008**

SEHATRA FANARAHAN-MASO NY FIANAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Rue Rajakoba Augustin Ankadivato Antananarivo

Tél. : 22 663 99 Fax : 22 663 59 Email : mrcabram@moov.mg

### **COMMENT GERER NOS TERRES ?**

Ce que l'on peut appeler « l'affaire Daewoo » s'est achevé sur une reculade générale des deux protagonistes. Rappelons les faits. Le 18 novembre, le *Financial Times*, journal de référence des milieux d'affaires internationaux, révélait que Madagascar s'était engagé à mettre en location 1,3 million d'hectares de terres cultivables (soit la moitié de la surface cultivable du pays). Deux jours plus tard, le 20 novembre, ce même journal développait son information : « Daewoo Logistics of South Korea disait qu'il s'attendait à ne rien payer pour cultiver du maïs et de l'huile de palme sur une partie de Madagascar qui correspond à la moitié de la superficie de la Belgique ». *Le Monde* y consacra une demi-page dans son édition datée du 21. La nouvelle, qui connut un fort retentissement à travers le monde, fut unanimement interprétée comme un nouvel avatar colonial dépouillant la Grande Ile de l'une de ses principales richesses naturelles, avec la complicité de ses gouvernants. Dans la Grande Île, elle fit pour l'opinion publique l'effet d'un coup de tonnerre...

Le 21 novembre à 14 h 21, le site *jdd.fr* annonçait que « les autorités malgaches ont nié être parvenues à un accord avec le géant sud-coréen Daewoo Logistics sur la location de plus d'un million d'hectares de terres agricoles sur la Grande Ile ». Et le quotidien *L'Express de Madagascar* fait savoir le lendemain 22 que, pour la représentation malgache de la compagnie Daewoo Logistics corporation (DWL), « un tel contrat n'a jamais existé jusqu'à aujourd'hui et que seule la prospection technique a été effectuée ». Pourtant, *La Gazette de la Grande Île* du 25 novembre mentionnait une demande d'acquisition de 336.200 hectares de terrains domaniaux dans la région de Maintirano, au profit d'une société dénommée « Madagascar Futur Entreprises (MFE) », domiciliée à la Villa Assist (2<sup>ème</sup> étage) à Ivandry-Antananarivo - qui est l'adresse de l'antenne de Daewoo Logistics Corp à Madagascar. Le même quotidien faisait mention de demandes de 94.182 ha dans le district de Brickaville, et de 33.767 ha dans celui de Toamasina.

#### La souveraineté économique

Les démentis officiels n'ont cependant pas levé toutes les appréhensions. Vraies ou fausses informations, des leçons doivent être tirées de l'affaire Daewoo. La première leçon à en tirer est, une fois de plus, le manque de transparence pour des opérations qui engagent les ressources naturelles du pays. La prétendue gratuité du bail de 99 ans ou même une éventuelle contrepartie sous forme d'infrastructures ne fait qu'aviver les soupçons d'existence de contreparties secrètes au profit d'intérêts particuliers et au détriment de la collectivité nationale. Ne pas informer et consulter la société civile, les élus et la plupart des responsables exécutifs traduit un grave dysfonctionnement de la gouvernance du pays. Le SeFaFi s'en était déjà inquiété à propos des contrats miniers<sup>1</sup>. Cette nouvelle alerte rend plus urgente que jamais la totale transparence des contrats signés par l'Etat et impose un devoir de vigilance.

---

<sup>1</sup> Voir notre communiqué du 9 juin 2008 : « Des ressources minières au profit de qui ? »

Une seconde réflexion amène à ce que l'on appelle la souveraineté nationale et plus précisément la souveraineté économique. La terre en est l'un des éléments. A ce titre, il n'est pas acceptable qu'elle soit aliénée à d'autres, sous quelque prétexte que ce soit, ou que s'instaure un partenariat gagnant/perdant. Il revient aux pouvoirs publics de permettre aux nationaux de mettre en valeur le potentiel agricole de leurs terres, et de vendre les produits récoltés à ceux qui souhaiteraient en acquérir. Mais il ne faut pas oublier que la mise en valeur d'un potentiel implique la maîtrise de toutes les étapes de la production à la transformation. Valoriser les terres arables, c'est d'abord produire et ensuite transformer ou conditionner les céréales, le sucre, les fruits, la viande, etc. ; c'est, enfin, vendre des produits finis qui ont intégré la valeur ajoutée de leur transformation et créé des emplois pour la population active. Il est inconcevable qu'en plein XXI<sup>ème</sup> siècle, certains projets prennent la forme d'une économie de traite du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Il revient aujourd'hui aux gouvernants de mettre en œuvre des politiques de modernisation de l'agriculture, de sorte que leur pays n'ait pas à importer sa nourriture, et encore moins à faire travailler ses terres avec de la main d'œuvre et des capitaux venus d'ailleurs ! Cette politique intègre, au nom de la souveraineté économique, une part de protectionnisme. Elle est celle de tous les pays riches, en dépit de leurs proclamations libérales : les Etats-Unis et l'Europe subventionnent très fortement leur agriculture nationale, en dépit des règles de l'OMC qu'ils prétendent imposer au reste du monde.

Quelle stratégie agricole à Madagascar ?

Pour autant, invoquer la souveraineté nationale ne suffit pas pour faire une politique intelligente. Cela est tout particulièrement vrai pour le monde rural, qui a été délaissé par les régimes successifs depuis l'indépendance – à l'exception peut-être de ce qu'aurait pu faire l'éphémère pouvoir du colonel Ratsimandrava. Si des dirigeants peuvent envisager sans frémir d'aliéner la moitié des terres cultivables de leur propre pays, cela prouve qu'ils n'ont aucune idée sur ce qu'il convient d'en faire, ou que leurs objectifs sont purement marchands, au service d'intérêts particuliers : dans les deux cas, cela signifie qu'ils n'ont aucune considération pour les paysans malgaches. Les décisions prises ces derniers temps<sup>2</sup> tendent à prouver que le pouvoir a fait le choix de ce qu'il est convenu d'appeler l' « agrobusiness » - qui consiste à traiter l'agriculture comme une entreprise industrielle ou commerciale, avec les machines et les techniques les plus perfectionnées, et qui fonctionne avec une main-d'œuvre peu nombreuse mais très spécialisée, et beaucoup de capitaux. C'est le choix d'une agriculture avec des moyens que Madagascar n'a pas, en négligeant ce qu'il a, sa population

---

<sup>2</sup> Quelques exemples peuvent être cités :

- le « ranching », dont le premier modèle vient d'être inauguré à Zazafotsy, Ihorombe (246 millions Ariary pour la première phase), n'a vraiment convaincu personne et surtout pas les éleveurs malgaches.
- Le « remembrement forcé » des terres exploitées par les paysans, qui a été envisagé à Ambohibary, Vakinankaratra, a provoqué la révolte des paysans ; ou encore, avec d'autres modalités, ce qui se passe à Vohidiala, dans la plaine de l'Alaotra.
- L'accaparement des terres pastorales traditionnelles pour en faire des exploitations agricoles industrielles, du côté de Vasiana, Mandoto, Vakinankaratra (quelques milliers d'hectares), sans concertation avec les pasteurs Bara présents depuis des générations.
- Et, bien entendu, ce « projet Daewoo »...

paysanne et son travail<sup>3</sup>. D'où la préférence affichée pour les ranchs d'élevage modernes et pour les vaches laitières sélectionnées, pour les élevages industriels de volailles engraisées à la provende, pour la culture mécanisée consommatrice d'engrais, de pesticides et d'autres intrants. Un choix paradoxal, qui est aujourd'hui contesté dans les pays industrialisés en raison de son impact environnemental négatif, son coût excessif et la faible qualité de ses produits.

Une stratégie de développement rural, et de développement tout court, ne peut pas ne pas tenir compte des millions de paysans de la Grande Île, qui constituent plus de 70% de sa population. Ceux-ci, il est vrai, sont souvent réticents à faire évoluer leurs techniques culturales, pour des raisons multiples qui relèvent plus de la logique du « moindre risque » dans un monde à forte précarité et de l'attachement au mode de vie traditionnel, que du simple refus de changer. En toute hypothèse, marginaliser le paysannat malgache serait suicidaire pour l'ensemble de la société, car cela provoquerait un exode rural plus rapide et plus massif. Les évolutions paysannes sont toujours lentes. Il faut s'accommoder de cette lenteur et élaborer des stratégies de modernisation progressive qui permettent aux paysans d'améliorer leurs conditions de vie dans les domaines prioritaires que sont l'accès aux biens de première nécessité, la santé, la sécurité et l'éducation des enfants. Car le monde rural malgache doit faire sa mutation, y compris sur le plan agraire. Cette mutation se fera avec et pour les paysans malgaches, ou ne se fera pas. Une réforme agraire intelligente, menée avec patience, basée sur l'actuelle « Politique Nationale Foncière » qui associe les premiers concernés, pourrait effectivement aboutir à un niveau de remembrement correct. Il faudra y associer une politique rénovée de migrations, en s'inspirant de ce que font quelques ONG.<sup>4</sup>

Si l'objectif est bien de donner à l'ensemble du monde rural les moyens de gérer son propre avenir, les opérations ponctuelles de fermes pilotes ou d'élevages modèles, gérées par des groupes étrangers soucieux des paysans malgaches et donc respectueux d'une véritable démarche sociétale, seront les bienvenues. Sans empiéter sur les terres des paysans ni aliéner le patrimoine national, elles pourraient devenir un facteur d'entraînement et préfigurer ainsi l'agriculture malgache de demain, ce qui favorisera la prospérité du pays tout entier. S'il en est ainsi, la mise en échec du projet Daewoo aura été une opération salutaire pour Madagascar.

Antananarivo, 8 décembre 2009

**Source :** <http://www.madagasikara-soa.com/index.php>

---

<sup>3</sup> Un document de travail officiel du séminaire sur l'intégration régionale de Madagascar, concernant le « plan de développement de l'agri business et du développement de la production à Madagascar », notait en juin 2006 : « *Les petits agriculteurs vivant actuellement en autosubsistance, seront (d'autre part) l'objet de diverses actions à caractère social et de formation pour permettre à leurs enfants d'occuper des emplois extra-agricoles et de libérer des terres* » (C'est nous qui soulignons).

<sup>4</sup> Madagascar avait une « politique de migration » confiée à une « direction ministérielle », dont il ne reste pratiquement rien. Est-ce un choix délibéré des dirigeants ? Ce choix mériterait d'être plus largement débattu.



**8 DECEMBRE 2008**

Gouvernement. La logique veut que l'adoption de la fameuse loi sur les partis aboutisse à la recomposition de l'actuelle équipe gouvernementale.

Remaniement dans l'air

NOUVELLE EQUIPE. Le compte à rebours a commencé à partir du moment où le Chef de l'Etat a annoncé depuis Nosy-Be la date du 17 décembre. Date où il envisage de rencontrer les chefs de parti à Iavoloha dans le cadre de la consultation pour l'élaboration du fameux projet de loi sur les partis politiques. Pendant que l'on se pose la question de savoir lesquels de ces partis de l'opposition radicale répondront présents à l'invitation présidentielle, l'opportunité d'un remaniement de l'actuel gouvernement alimente les débats dans les coulisses. Des consultations en vue d'une nouvelle équipe gouvernementale seraient en cours, apprend-on quelque part. Des chefs de partis auraient déjà été consultés. A l'allure où la situation évolue actuellement, l'adoption de cette loi sur les partis aboutirait à la recomposition de l'actuelle équipe du général de Corps d'Armée Charles Rabemananjara. Le Président de la République serait obligé de s'ouvrir aux autres formations politiques susceptibles de contribuer à la réalisation du MAP.

CONDITIONS. Certains partis ne poseraient pas de conditions difficiles à leur participation au sein du nouveau gouvernement. Parmi ces partis figurent le Grad Iloafo et le TEZA, deux formations politiques qui sont déjà représentées au Sénat, respectivement par Tovonanahary Rabetsitonta et Moxe Ramandimbilahatra. Reste à savoir si ces deux dinosaures céderont la place aux jeunes techniciens de leur parti comme les Hery Rakotobe, Herimanana Razafimahefa, Ihanta Randriamandrato ou Jean Louis Rakotoambo. Après ces deux partis de la mouvance, les regards sont braqués sur deux autres formations dont la position par rapport au pouvoir reste floue jusqu'à présent. Il s'agit de l'AVI de Norbert Lala Ratsirahonana et du MFM de Manandafy Rakotonirina. On sait de quoi ces vieux routiers de la politique malgache sont capables quand il s'agit de « négocier ». L'AVI n'est plus représenté au sein du gouvernement depuis le départ de Jean-Jacques Rabenirina du ministère de la Culture et du Tourisme. Quant au MFM, sa participation au sein du gouvernement de l'ère Ravalomanana n'a duré que quelques mois avec la nomination en 2002 de Rakotovazaha Olivier au ministère des Transports. Actuellement, le retour de ces deux formations politiques dans l'appareil exécutif de l'Etat est fort probable. Ce qui ne sera certainement pas le cas pour l'UNDD ou l'AREMA qui revendiquent avant tout l'Amnistie et la réconciliation nationale.

RAJAOFERA Eugène

**Source : <http://www.midi-madagasikara.mg/midi/>**





**08 DECEMBRE 2008**

Marc RAVALOMANANA

ATR 42 en attendant le BBJ 737-700 NG

Los Angeles. Les deux pilotes et le mécanicien d'Air Madagascar qui se sont rendus à Los Angeles pour voir le futur Force One ont regagné le pays le week-end dernier. Mais ils n'étaient pas encore aux commandes du BBJ 737-700 NG ou Boeing Business Jet 737-700 New Generation. L'un des deux pilotes a plutôt travaillé pour la compagnie nationale au retour, tandis que l'autre a pris place parmi les passagers. En attendant le nouveau Force One, le Président de la République voyage à bord de l'ATR 42 de Tiko Air, mais avec des pilotes d'Air Mad.

Toulouse. C' était le cas lors du récent déplacement présidentiel à Nosy Be. L'ATR 42/72 qui est un avion turbo propulseur de transport régional a évidemment moins d'autonomie que l'ex-Force One et surtout par rapport à l'appareil appelé à le remplacer. Rappelons que lors de son acquisition en 2006, cet ATR 42 immatriculé 5 R – TIK avait quitté l'aéroport de Toulouse Blagnac et s'était ravitaillé en carburant à Louxor en Egypte, avant d'atterrir à Ivato où il devait rejoindre la flotte de Tiko Air. Comme son nom l'indique, cette compagnie appartient au groupe Tiko fondé par l'actuel Chef de l'Etat. En quelque sorte, ce dernier utilise son propre avion jusqu'à l'arrivée du BBJ 737-700 NG qui pourra l'amener aux quatre coins du monde. Presque en non stop et dans une cabine spécialement aménagée

**Source : <http://www.midi-madagasikara.mg/midi/>**



**8 DECEMBRE 2008**

Iavoloha

180 partis invités

Ni les membres de la société civile, ni les « indépendants » ne peuvent assister, à la table ronde qui se tiendra à Iavoloha, le 17 décembre prochain. Seuls les partis politiques existant légalement et enregistrés, auprès du ministère de l'Intérieur, sont autorisés à assister à ce colloque. D'ailleurs, l'esprit du projet de loi sur les partis politiques stipule que l'« exercice d'activités politiques est réservé aux seuls partis politiques légalement enregistrés ». 180 partis environ sont recensés au niveau de ce Département. Ils sont ainsi les seuls à pouvoir se présenter, pour apporter leurs suggestions sur l'avant-projet de loi sur les partis politiques. Théoriquement, c'est le chiffre avancé, mais d'autres paramètres peuvent surgir. Annonces. En effet, comme ils l'ont déjà annoncé, les partis issus de l'opposition ont déjà annoncé la couleur, qu'ils vont boycotter ce rendez-vous, à Atsimondrano, si certaines conditions ne seront pas respectées. Il s'agit, entre autres, de l'amnistie pour ceux qui ont été impliqués dans les événements de 2002. Entraînant, de ce fait, le retour des exilés. Concernant les partis qui n'existent que de nom, leur adresse aurait dû changer depuis. Ce qui suppose des annonces dans les médias pour les informer. A moins qu'ils aient purement et simplement disparu avec le temps. Sans parler de la disparition des membres du bureau politique et dont le renouvellement n'a pas été « exécuté » depuis.

Dominique R

**Source : <http://www.midi-madagasikara.mg/midi/>**

11 DECEMBRE 2008

ions et suggestions concer-  
nant la loi sur les partis poli-  
tiques.

### Nécessité fait loi

C'était hier, en la salle de  
conférence du Flan à Anosy  
où la rencontre a pris l'allure  
d'une séance de "tsoapo".  
Une démarche participative  
dirons-nous, qui n'était pas  
sans rappeler l'époque des  
Hery Velona. Plus précisément  
le Forum national de 92  
qui devait accoucher de la  
Constitution de la Troisième  
République que les trois presi-  
dents successifs ont tour à  
tour retailé à leurs mesures.  
Par voie référendaire, c'est-à-  
dire par un Oui, ou un Non. La  
dernière retouche étant celle  
du 4 avril 2007 qui a mis fin à  
la légalité de l'Etat. Un principe  
séculaire et sacrosaint qui  
devait être sacrifié sur l'autel  
du partenariat Etat - Eglise.  
Ceci expliquant cela, le FFKM  
a été également consulté sur  
le projet de loi en question qui  
ne peut être contraire à la  
Constitution. Celle-ci même,  
qui exclut toute discrimination  
fondée sur la religion, se pose  
alors la question de savoir si  
les autres confessions - y com-  
pris les associations culturelles  
considérées à tort ou à raison  
comme des sectes - seront  
également associées à l'élabo-  
ration de ce projet de loi sur  
les partis. Et ce, à l'initiative  
du locataire d'Avatoaha, quand  
bien même la loi fondamen-  
tale stipulait que " les fonc-  
tions de Président de la  
République sont incompati-  
bles avec toute activité particu-

# Didier Ratsiraka "Ampamoaka" depuis Paris





**A LA UNE (11/12/08)**

Didier Ratsiraka. Après son « cinéma » au téléphone, l'ancien président a trouvé un autre moyen de contourner son devoir de réserve, à travers un film.

« Ampamoaka » depuis Paris



Politiciens. L'amiral Didier Ratsiraka n'a pas mâché ses mots devant les cadres et intellectuels malgaches contraints à l'exil à Paris depuis 2002. C'était le mardi 02 décembre, lorsque ces derniers lui ont rendu visite à son domicile parisien pour son anniversaire. « Deba » a cité des noms de politiciens pour diverses raisons. Guy Willy Razanamasy pour avoir affirmé qu'il souffre d'une tumeur au cerveau. Le pasteur Richard Andriamanjato pour avoir déclaré que l'homme en exil doit se taire. Manandafy Rakotonirina pour lui avoir rendu visite à son domicile parisien même si le président du MFM fait partie de ceux qui étaient contre lui en 1991 et en 2002. Rakotovazaha Olivier qui est venu également le voir à Paris alors que cet ancien ministre des Transports avait empêché en 2002 son avion d'atterrir à Diège. Le Pr Zafy pour avoir été à l'époque son premier adversaire politique alors qu'ils s'entendent bien actuellement. Par contre, il a tu volontairement les noms de ceux qui l'avaient accusé d'esprit de vengeance lors de son retour au pouvoir. *« Si j'avais eu cet esprit qui n'est pas digne d'un homme d'Etat, je n'aurais pas pris au sein de mon gouvernement Herizo Razafimahaleo qui s'était aligné contre moi à la présidentielle de 1997, ainsi que Ny Hasina*

*Andriamanjato et Lila Ratsifandrihamanana qui m'avaient diabolisé sur la Place du 13 mai. », a-t-il fait remarquer.*

45 minutes. Par ailleurs, l'Amiral Rouge s'en est violemment pris aux politiciens « qui se disent opposants ». S'adressant à ces derniers qu'il accuse de ne rien faire face aux actes illégaux perpétrés par le régime en place, la question « *Qu'avez-vous dit* » n'a pas quitté les lèvres de « *Deba* » dans ce film de 45 minutes. « *Qu'avez-vous dit sur l'affaire Ravolomaso ?* » « *Qu'avez-vous dit lorsqu'un seul homme ou une seule famille monopolise tous les secteurs d'activités qui marchent ?* » « *Qu'avez-vous dit quand on a vendu les locaux de l'ambassade de Madagascar à New York?* » « *Avez-vous pris la peine de mener une enquête pour savoir qui a acheté ces locaux et à quel prix ?* » « *Qu'avez-vous dit sur le cas de Edgar Razafindravahy, de la famille Ramanandraibe et de Mme Jeannot « Le Quartz » ?* » « *Qu'avez-vous dit lorsqu'on a découpé au chalumeau six hélicoptères de l'ancienne société Sonavam qui appartenait à la famille Ratsiraka et quand on a saccagé ma propriété d'Ambodiatafana, la seule maison que j'ai après 36 ans de service?* » « *Je ne peux plus me taire devant tout cela !* », a fait savoir Didier Ratsiraka. Lui qui n'a pas caché sa consternation face à l'absence de solidarité au sein de l'opposition quand il s'agit de défendre l'intérêt supérieur de la Nation. « *Je suis prêt à demander votre pardon si la faute est de moi.* », a-t-il conclu.

Recueillis par RAJAOFERA Eugène

**Source : <http://www.midi-madagasikara.mg/midi/>**



11 DECEMBRE 2008

## Cahier Politique

### Un avant-proposition de loi sur les partis politiques

Tim. A l'exception du TIM, la plupart des membres de la classe politique a été représentée hier à l'hôtel Panorama lors du Focus pour la loi sur les partis, organisé par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung, en collaboration avec l'association Nova Stella, le Réseau des Jeunes pour la Démocratie et la Politique (RJDP), le KMF/CNOE et le Youth Leadership Training Program (YLTP). Selon les organisateurs, « *cette rencontre a pour principal objectif de trouver une entente entre les différentes entités concernées, afin de dresser un Avant-Proposition de loi commun* ». Etaient présents entre autres : Manandafy Rakotonirina, Marson Evariste, Harinaivo Rasamoelina, Pierre Raharijaona, Harison Razafindrakoto, Daniel Ramaromisa, Beza Seramila, Vaovao Benjamin, Pierre Houlder, Monja Roindefo, Reboza Julien, Ndrianalijohn Ndriamanampy, Serge Radert, Jean Marc Rakotomamonjy, Razafamily Constance, Anna Radavisa, ainsi que plusieurs autres leaders de partis et associations. Côté Institutions, l'on a remarqué la présence du SG du MAP, Andry Ralijaona qui a représenté la Présidence et des représentants du Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI).

Exilés. Selon le représentant de la FES, « *le but étant d'améliorer le paysage politique à Madagascar pour que les partis puissent participer pleinement aux actions de développement* ». A l'issue de la réunion, les participants ont adopté un Avant-Proposition de Loi commun. Selon Bruno Rakotoarison, Secrétaire général du KMF/CNOE, « *la société civile va essayer de proposer cette résolution aux autorités compétentes, notamment au Gouvernement et au Parlement* ». Il convient de noter qu'elle a été présentée au médiateur hier après-midi lors de sa rencontre entre les membres de la société civile. En ce qui concerne cet Avant-Proposition de loi nouvellement établi, il est caractérisé notamment par des annotations sur le Code de la communication, la Loi électorale, la mise en place d'une Commission électorale indépendante, le bulletin unique, la liberté d'expression et l'accès aux médias, la source de financement des partis, la transparence du budget électoral, la loi sur la parité (approche genre), le statut des indépendants, la reconnaissance d'une opposition démocratique et des minoritaires, la transparence des sources de revenus des dirigeants politiques, mais aussi l'amnistie et le retour des exilés politiques.

Davis R

**Source : <http://www.midi-madagasikara.mg/midi/>**



**15 DECEMBRE 2008**

**Dans la perspective de la rencontre entre le Président de la République et les chefs de partis politiques légalement constitués à Madagascar, une rencontre qui se tiendra au Palais d'Iavoloha le mercredi 17 décembre 2008, voici le Plan d'un Projet de Loi portant organisation, financement et accès aux médias des partis politiques**

PROJET DE LOI portant organisation, financement et accès aux médias des partis politiques

**EXPOSÉ DES MOTIFS**

SOUS-TITRE I – Définition

SOUS-TITRE II - Droits et Devoirs

SOUS-TITRE III - Rôles des partis

1. Les partis politiques
2. Les mouvances de la majorité et de l'opposition

TITRE II - DU FONCTIONNEMENT

SOUS-TITRE I - Condition de création d'un parti politique

SOUS-TITRE II - Fusion et regroupement des partis

TITRE III - DE L'ACCÈS A L'INFORMATION ET AUX MÉDIAS

SOUS-TITRE I - De l'accès à l'information

SOUS-TITRE II - De l'accès des partis aux médias

SOUS-TITRE III - Du contrôle des médias

TITRE IV - DU FINANCEMENT DES PARTIS

SOUS-TITRE I - Du financement public des partis politiques

SOUS-TITRE II - Du financement privé des partis politiques

SOUS-TITRE III - Des obligations comptables et financières des partis

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE VI - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**Source : <http://www.midi-madagasikara.mg/midi/>**



**15 DECEMBRE 2008**

## **Fermeture de la TV VIVA**

Les premières réactions à chaud

Suite à la diffusion d'un enregistrement contenant des propos de l'ancien président Didier Ratsiraka, la VIVA Télévision a été fermée hier. Réactions.

Bruno Rakotoarison, Secrétaire général du KMF/CNOE : « Cette décision montre la nécessité d'adopter le code de la communication et les lois régissant la liberté d'expression, afin de déterminer les limites de ce qu'on peut dire ou non. En tant que membre de la société civile, nous demandons aux autorités d'apporter des éléments d'explications sur les motifs exacts de cette décision. En tout cas, la population est en droit de connaître la vérité pour éviter les fausses interprétations ».

Général Désiré Ramakavelo : « En apprenant cette nouvelle, je me suis demandé si nous sommes vraiment prêts à améliorer le paysage politique malgache ou non. Il ne faut pas oublier que la liberté de presse renvoie directement au concept de démocratie. La pression faite à l'encontre de la presse est un acte antidémocratique. Sommes-nous favorables à la création d'un Etat démocratique ou d'un Etat autoritariste ? Les tenants du régime doivent montrer un bon exemple en écoutant les critiques et les opinions de la minorité ».

Vaovao Benjamin, Secrétaire national administratif de l'AREMA : « La sanction de fermeture perpétrée à l'encontre de la VIVA Télévision signifie que la liberté d'expression n'existe pas à Madagascar. Venant du pouvoir, ce n'est pas étonnant. D'autres stations ont déjà été victimes à Toliary, à Tamatave et même à Tana à l'exemple de l'émission Karajia. Le pouvoir est en train de renforcer les pressions sur les médias afin de les contrôler. L'Arema condamne cette attitude. En outre, nous lançons un appel à toutes les forces vives de la Nation, notamment aux journalistes de s'unir pour ne pas se laisser faire ».

Un membre du parti TIM qui a préféré garder l'anonymat a déclaré que « c'est une décision sage de la part du Gouvernement car les déclarations émises au cours de la diffusion peuvent être considérées comme une incitation à la révolte et pourraient porter atteinte à l'ordre public ».

Propos recueillis par Davis R

**Source : <http://www.midi-madagasikara.mg/midi/>**



Reporters sans frontières Une chaîne de télévision privée fermée sur ordre de l'Etat  
décembre 2008 [www.rsf.org](http://www.rsf.org) [contact mail](mailto:contact@rsf.org)  
contact

Ambroise PIERRE  
Bureau Afrique / Africa Desk  
Reporters sans frontières / Reporters Without Borders  
47, rue Vivienne  
75002 Paris, France  
Tel : (33) 1 44 83 84 76  
Fax : (33) 1 45 23 11 51  
Email : [afrique@rsf.org](mailto:afrique@rsf.org)

Reporters sans frontières condamne la décision des autorités malgaches de fermer la chaîne de télévision privée Viva, propriété du maire d'Antananarivo, dans la nuit du 13 au 14 décembre 2008, pour avoir diffusé des propos jugés susceptibles de "troubler l'ordre et la sécurité publique". La chaîne venait de diffuser un publireportage de l'ancien président de la République, Didier Ratsiraka, en exil à Paris depuis 2002.

"La fermeture de la chaîne Viva marque un durcissement de la politique du président Marc Ravalomanana vis-à-vis de médias jugés favorables à l'opposition. La diversité d'opinion doit pouvoir exister à Madagascar. Nous appelons donc les autorités à revenir sur cette décision en autorisant la remise en service de la chaîne", a déclaré Reporters sans frontières.

Le 13 décembre, aux alentours de 23h30, deux fourgons de policiers se sont rendus dans les locaux de Viva, à Ambodivona, munis d'un document signé par le ministre des Télécommunications, des Postes et de la Communication, Bruno Andriantavison, pour procéder à la fermeture immédiate de la chaîne. Les policiers ont également saisi le DVD du programme incriminé. Aucune durée d'interdiction n'a été mentionnée.

Cette mesure survient après la diffusion sur la chaîne de télévision Viva, quelques heures plus tôt, d'un message de l'ancien président en exil, Didier Ratsiraka, enregistré à Paris le 2 décembre 2008, sur la situation politique et socio-économique du pays.

Des extraits de l'enregistrement avaient déjà été largement diffusés par d'autres médias, et avaient été repris à la une du quotidien privé Midi Madagasikara, deux jours auparavant. Ces médias n'ont pas été inquiétés. Le directeur de Viva, Andry Rajoelina, a dénoncé une "décision purement politique". Il signale d'ailleurs que "le gouvernement avait l'intention de fermer Viva TV depuis longtemps", et que la direction de l'organe de régulation des médias harcelait la chaîne depuis quinze jours, cherchant "la petite bête pour trouver de quoi justifier une éventuelle fermeture".

Andry Rajoelina entretient des rapports conflictuels avec le pouvoir exécutif depuis qu'il a gagné la mairie d'Antananarivo, il y a un an, face au candidat du parti présidentiel.

**Source :** <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=murmure&no=4773>

**LUNDI 15 DECEMBRE 2008 18:27**

## Décision ministérielle portant l'interdiction de diffusion de la chaîne de télévision VIVA, Samedi 13 décembre 2008

Ministère des télécommunications, des Postes et de la Communication.

Décision n°2108- MTPC portant interdiction de diffusion de la chaîne de télévision VIVA.

Le Ministère des télécommunications, des Postes et de la Communication, Président de la commission spéciale à la communication audiovisuelle

Vu la Constitution,

Vu l'Ordonnance 92-039 du 14 septembre 1992 sur la Communication Audiovisuelle,

Vu le Décret n°94-133 du 22 février 1994 portant attributions provisoires des fonctions du Haut Conseil de l'Audiovisuel au ministère chargé de la Communication,

Vu le Décret n°99-096 du 08 février 1999 portant Cahier des Charges des Entreprises Audiovisuelles Privées,

Vu le Décret n°2007-022 du 20 janvier 2007 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Vu le Décret D°2008 - 427 du 30 avril 2008 modifié et complété par les Décrets n°2008 - 596 du 23 juin 2008 et n°2008 - 766 du 25 juillet 2008 portant nomination des membres du Gouvernement,

Vu le décret n°2004-899 du 21 septembre 2004 fixant les attributions du Ministre des Télécommunications, des Postes et de la Communication ainsi que l'organisation générale de son Ministère.

Décide :

- **Article Premier** - Suite à la diffusion par la chaîne de Télévision VIVA d'un enregistrement contenant des propos de l'ancien Chef de l'Etat Didier Ratsiraka réfugié en France dans son journal télévisé du samedi 13 décembre 2008 vers 20 heures, lesquels propos étant susceptibles de troubler l'ordre et la sécurité publique, la chaîne de télévision VIVA est interdite de diffusion.
- **Article 2.** - Le Chef de Région Analamanga, le Directeur inter-régional de la communication d'Antananarivo, le Directeur inter-régional de la Sécurité intérieure d'Antananarivo et le Préfet de Police de la ville d'Antananarivo sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.
- **Article 3.** - Indépendamment de son insertion dans le journal officiel de la République Malagasy, la présente décision est immédiatement appliquée.

Du coup, à 23 heures, soit à peine deux heures à la suite de cette faute professionnelle, il faut le reconnaître tout de même, des éléments mixtes des forces de l'ordre, à bord de deux véhicules de la police, ont débarqués au siège de Viva, à Ambodivona, pour procéder à la fermeture des locaux de Viva sans aucune forme de discussion possible sauf : « Nous sommes venus accomplir les ordres consignés dans notre mission ».

### **Source :**

**<http://www.madagate.com/politique/784-fermeture-de-la-television-viva-le-pouvoir-ravalomanana-a-visage-decouvert.html>**

16 DECEMBRE 2008

**2** Politique

## L'opposition porte plainte

**Affaire Daewoo Logistics.** Après les manifs qui se sont déroulés devant l'Ambassade de Madagascar à Paris, vient le tour de l'opposition locale de manifester contre cette affaire.

Une plainte contre l'entreprise Daewoo Logistics a été déposée hier matin au bureau de la présidente du Conseil d'Etat. L'AKFM, le Leader Fanilo, DHD Madagascar, RPSD Vaovao, RPSD, HVR, Analamanga, PSDUM, Matsilo, Fidem, AREMA, Mavana, Tambahra, Fiavanantsika, bref, presque tous les partis de l'opposition sont les signataires de cette plainte. A noter que cette affaire concerne la



*Les leaders de l'opposition en pleine réunion.*

cet effet, une conférence de presse a été organisée hier au siège de l'AKFM à Andravoahangy Ambony pour donner de plus amples « informations » sur cette affaire.

Jean Max Rakotomamonjy, Eric Rakotomanga, Philippe Bezandry, Ranjivason Jean Théodore et consorts, de dénoncer les pratiques « malsaines » effectuées par le régime actuel. « Nous avons en notre possession des

été prise au nom de tous les Malagasy. En outre, elle sera traduite en plusieurs langues et sera diffusée partout dans le monde ». Parallèlement, une lettre d'opposition a été déposée aussi, hier, à la Direction centrale des domai-



16 DECEMBRE 2008

Midi-Madagasikara n° 7728 du vendredi 9 janvier 2009

### Charles Rabemananjara « Je ne suis pas délesté de mes pouvoirs »

La passation des pouvoirs a eu lieu quatre jours après la nomination de deux nouveaux membres du gouvernement. C'était hier à Anosy en présence du Premier ministre Charles Rabemananjara, celui qui n'est plus désormais en charge « directe » de l'Intérieur et de la Décentralisation. Le Chef du gouvernement a passé les flambeaux à Gervais Rakotonirina, nouveau ministre de l'Intérieur, et à Manassé Bezara, nouveau patron de la Décentralisation. « Je ne suis pas délesté de mes pouvoirs... », s'est expliqué le gal Charles Rabemananjara devant les commentaires qui vont jusqu'à laisser croire que le Président de la République n'a plus confiance en lui. « Je reste Premier ministre, celui qui, selon la Constitution, a autorité sur les membres du gouvernement et coordonne les activités des départements ministériels. Seulement désormais, je ne suis pas en charge directe de l'Intérieur et de la Décentralisation », a-t-il tenu à préciser. Par ailleurs, le locataire de Mahazoarivo a mis les points sur les « i » en laissant entendre que c'est lui qui a proposé au Président de la République ces deux nominations.

**RAJAOFERA Eugène**



**16 DECEMBRE 2008**

TGV-Opposition-Société civile. Une alliance vient de se mettre en place suite à la fermeture par l'Etat de la télévision VIVA.

Une alliance derrière Andry TGV

BREF DELAI. Andry Rajoelina met la pression. Trois jours après la fermeture de la chaîne de télévision VIVA dont il est le propriétaire, le maire de la Capitale a pu former derrière lui une alliance des partis politiques et des entités de la société civile. « *Nous revendiquons la réouverture de la télévision VIVA dans le plus bref délai.* », a réitéré Andry Rajoelina lors d'une conférence de presse qu'il a organisée hier avec ses nouveaux alliés à l'hôtel « La Rotonde » à Besarety. Tout a commencé par une rencontre qui s'est tenue avant-hier soir dans la discrétion totale à l'Espace DERA à Tsiadana. Une rencontre « convoquée » par le premier magistrat de la ville des Mille, qui a vu la présence d'environ une vingtaine de partis et de deux entités de la société civile dont le KMF/CNOE et le SeFaFi. Une autre entité de la société civile et un autre parti politique viennent de rejoindre l'alliance, à savoir le CONECS et le Masters. La présence de deux « Ramaroson », Nadine Ramaroson pour le CONECS et Alain Ramaroson pour le Masters, a été remarquée hier à Besarety.

PRUDENCE. Mais, le maire Andry Rajoelina affiche une prudence dans sa démarche bien qu'il ait annoncé l'ouverture prochaine de la « Place de la Démocratie ». « *Ici et pour le moment, il n'est question que de revendiquer la réouverture de la télévision VIVA.* », a-t-il précisé. « *Le gouvernement en sera incessamment saisi et il doit donner dans le plus bref délai sa réponse.* », a-t-il poursuivi. A bien suivre les explications du maire Andry Rajoelina qui vient de fêter sa première année à la tête de la CUA, l'alliance nouvellement créée cessera d'avoir sa raison d'être une fois que l'Etat sera revenu sur sa décision en levant la sanction qu'il a infligée à la télévision VIVA. Devant la pression à laquelle il est désormais confronté, le gouvernement n'a que deux choix : soit il campe sur sa position, soit il revient sur sa décision. Dans le deuxième cas, le ministre de la Communication Bruno Andriatavison risque de perdre son fauteuil car dans pareil cas, il y a toujours un fusible. Hier, lors de la rencontre politique d'Iavoloha, James Ramarosaona, parmi les personnes ressources sollicitées par la Présidence, a soulevé au passage le cas de la télévision VIVA, mais le gouvernement n'a rien dévoilé quant à sa stratégie.

RAJAOFERA Eugène

**Source : <http://www.midi-madagasikara.mg/midi/>**



APRÈS LA FERMETURE DE VIVA TV

# Le rendez-vous d'Iavoloha compromis

Cinq partis vont aussi bouder la rencontre d'Iavoloha demain. Ils emboîtent le pas à une vingtaine de formations réunies au siège de l'AKFM, à Andravoahangy Ambony.

**L**a rencontre sur la réforme politique convoquée par le président de la République, Marc Ravalomanana, risque de devenir l'affaire des seuls partisans du régime. Malgré leur volonté, auparavant, de répondre positivement à l'invitation du chef de l'État, cinq autres importants partis ont récemment changé d'avis. La mesure gouvernementale de fermeture de la chaîne de télévision Viva TV, suite à la diffusion des propos de l'ancien président Didier Ratsiraka samedi, a été citée comme la principale raison du boycott.

Les dirigeants du Parti socialiste et démocratique pour l'union à Madagascar (PSDUM), du Rassemblement du parti social démocrate (RPSD), de l'Avant-garde pour la rénovation de Madagascar (Arema), du Libéralisme économique et action démocratique pour la reconstruction nationale (Leader Fanilo) ont hier, mis au clair leur position. Immédiatement après une brève réunion au



Des leaders politiques à la réunion d'Androhibe, hier.

## Viva Radio riposte

Moins de 36 heures après la fermeture de la chaîne de télévision Viva TV par l'État, Viva Radio a inséré dans sa grille de programme une nouvelle émission intitulée *Anao ny fitamena* qui signifie «À vous la parole». Il s'agit d'un rendez-vous matinal du club des journalistes privés avec les auditeurs. Ces derniers auront prochainement leurs temps d'antenne par le biais de leur intervention en direct par téléphone.

La même formule était, cette année, à l'origine de la mesure gouvernementale de suspension de l'émission Karala à la Radio Don Bosco (RDB). Un auditeur avait profité de l'occasion pour lancer un appel en vue d'une descente sur la Place du 13 mai.

domicile du président du RPSD, Evariste Marson, à Androhibe.

Jean Lahiriniko, numéro un du PSDUM, a ainsi souligné l'existence de quelques faits nouveaux qui empêchent les quatre formations de rejoindre Iavoloha. «Nous ne pouvons nous exprimer ni à la télévision ni à la radio nationales. C'est l'audiovisuel privé qui peut nous accueillir. Or maintenant, l'État a fermé cette station parce qu'elle a reçu un opposant», a-t-il soutenu face à la presse.

### Dictature

L'ancien président de l'Assemblée nationale a ajouté par la suite que les

partis en question préfèrent attendre l'atelier que le conseil chrétien des Églises (FFKM) va organiser l'année prochaine pour débattre des différents sujets sur les affaires nationales. La résolution du 31<sup>e</sup> comité central du FFKM publiée dimanche leur convient. De son côté, Evariste Marson n'a pas pu non plus se taire à propos de la sanction infligée à la Viva TV. «La dictature n'est plus à mettre en doute», a-t-il constaté.

Pour le parti Akakin'ny vahoaka indrindra (AVI) de Norbert Lala Ratsirahonana, la seule fermeture de cette télévision appartenant, auparavant, à son président fondateur suffit pour justifier

son absence au palais d'Iavoloha demain. Un communiqué du bureau central signé, entre autres, par les anciens députés Laurent Ramarison et Désiré Ranaivosoa qualifie le geste du pouvoir d'expression de son attitude favorable à la pensée unique.

Environ vingt partis se sont aussi rencontrés pour une deuxième fois au siège du Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar (AKFM) à Andravoahangy Ambony, vendredi. Ils ont à cette occasion confirmé leur position contre l'organisation du rendez-vous par le Président qui, selon eux, ne respecte pas la règle d'impartialité. Fano Rakotondrazaka

OBLIGATION DE RÉSERVE

# Aucun reproche français contre Didier Ratsiraka

Selon l'ambassade de France, l'ancien président Didier Ratsiraka respecte son obligation de réserve. Le gouvernement non plus n'a rien à lui reprocher

**R**IEN à signaler. Quand ils ont été interrogés, ni les autorités étatiques malgaches ni l'ambassade de France à Madagascar n'ont donné tort à l'ancien président de la République Didier Ratsiraka, en exil à Paris. Ce dernier respecte bien son obligation de réserve, même si la diffusion de sa déclaration sur la chaîne de télévision Viva TV a amené, samedi, le pouvoir à fermer cette station. Laurent Barbot, deuxième conseiller après de l'ambassade de France, a été clair dans ses explications sur le cas de Didier Ratsiraka. « Il remplit son obligation de réserve en France », a-t-il soutenu au téléphone. Le diplomate a ajouté que l'ancien chef d'Etat n'y tient pas de réunion publique, tout en gardant son silence. « Il ne s'exprime pas en France », a-t-il rapporté.



Le siège de l'ambassade de France à Antananarivo.

## La France n'a rien à dire

En ce qui concerne les propos de Didier Ratsiraka, dont la diffusion est évoquée par l'autorité étatique comme motif de la sanction de Viva TV, Laurent Barbot a avancé que cela ne regarde pas la France.

De son côté, le ministre des Télécommunications, des postes et de la communication (MTPC), Bruno Andriantavison, signataire de la décision de fermeture

de Viva TV, n'envisage pas non plus d'interpeller le gouvernement français au sujet de la conduite de l'ancien chef d'Etat, qui garde toujours son statut d'exilé. « Nous n'en sommes pas encore à ce stade », a-t-il affirmé, hier.

Le ministre de tutelle est allé jusqu'à écarter l'ancien chef d'Etat dans l'affaire. « Ce n'est pas la source d'information qui pose problème. Finalement surtout sur le traitement de cette

information », a-t-il précisé. Ange Andrianarisoa, collaborateur politique de Didier Ratsiraka, quant à lui, affiche la prudence sur la question d'obligation de réserve de son patron politique. « Je ne sais rien sur cette obligation de réserve. Je suis tout simplement content d'apprendre qu'il est en bonne santé », a-t-il soutenu lors d'un entretien.

Concernant l'interdiction de diffusion de Viva TV

l'Assemblée nationale, l'ancien président a joué l'avocat du diable. Selon lui, il n'y a rien de nouveau dans les propos de Didier Ratsiraka entendus sur la chaîne de télévision. « Ses déclarations sont parues dans la presse locale », a-t-il conclu.

Rakotonj



## PARTIS POLITIQUES

## Place aux vrais débats !

*En dépit de la réticence de certains partis à la rencontre initiée par le président de la République sur l'élaboration d'un avant-projet de loi sur les partis politiques, les débats s'annoncent intéressants à suivre.*

De façon générale et depuis que l'on a commencé à la revendiquer, tout le monde s'accorde sur la nécessité et l'importance d'une réglementation des pratiques politiques. Mais l'on s'étonne que par rapport à leurs revendications, de nombreux partis adoptent subitement une attitude plutôt illogique.

Environ 192 partis et associations politiques sont actuellement recensés et enregistrés au ministère de l'Intérieur. Jusqu'à hier, une trentaine

d'entre eux ont retiré leur invitation à la rencontre de demain, confirmant plus ou moins ainsi leur intention de participer aux débats.

On sait que les Malgaches ont cette mauvaise habitude d'attendre le dernier moment pour se manifester. Mais d'ores et déjà, on peut avancer que sur la centaine de partis qui n'ont pas encore retiré leur invitation, une vingtaine tout au plus pourraient faire le déplacement à Ambohitso-rohitra.

Beaucoup d'invitations déjà envoyées par la présidence de la République à leurs destinataires respectifs ont été retournées... faute d'adresse exacte. Alors que les textes obligent toutes les formations concernées à signaler tout changement d'adresse et éventuellement d'activités par rapport aux objectifs prévus dans leurs statuts. C'est dire que beaucoup parmi ces partis devraient se mettre à jour et se manifester pour montrer qu'ils

sont encore en activité.

## Être des professionnels

Mais c'est peut-être là leur problème par rapport à ce projet de loi à préparer.

On y prévoit de discuter de la création d'un parti avec les conditions de sa mise sur pied, de sa vie, de son rôle (éducation, participation aux élections, civisme...), du financement et des subventions qui pourraient lui être octroyés, et surtout de la professionnalisation des partis.

Les expériences notées jusqu'ici révèlent que la plupart des partis politiques existant au pays manquent de professionnalisme véritable en la matière. Bon nombre d'entre eux n'ont même pas de programme précis de société, tandis que les rares occasions où ils apparaissent se font généralement dans le cadre des campagnes électorales... et encore à travers de simples manifestations de soutien dont le but est,

on le sait, de profiter de son public tout en espérant d'une contrepartie moins conséquente du parti ou du candidat soutenu. Mais une fois les élections terminées, à la case départ, rien n'était en attente nouvelle occasion de fester.

Dans ce sens, il y a et à juste titre que la loi de demain prévoit de faire un accent particulier sur la professionnalisation et la motion du véritable partis politiques.

Place donc aux vrais débats et non aux élucubrations encore aux dépens de la loi envisagée. Il y a eu d'une loi sur les partis et non point le Map, ni les affaires ni le Force One du ni encore les probables TGV...

Miadana An

## OPPOSITION Une chasse ratée contre le régime

*«Nous aurions voulu participer à la concertation organisée par le chef de l'Etat, mercredi prochain, mais par la force des choses, et vu les faits brûlants de l'actualité, nous avons décidé, à la dernière minute de ne pas y participer».* C'est finalement la résolution prise par 4 partis politiques, à l'issue d'une réunion organisée hier Androhibe, par rapport à l'invitation au sommet de l'Etat pour la consultation.

Quatre partis politiques, celui dirigé par Marson Evariste, le RPSD, l'Arema représenté par Pierre Houlder Ramaholinasy, le Leader fanilo avec Jean-Max Rakotomamonjy, et le PSDUM de Jean Lahiniriko, ont voulu répondre à l'invitation du président de la République. Cependant, les raisons qui les ont poussés à

venir éventuellement à cette concertation sont d'un autre ordre, et non pas qu'ils souhaitent vraiment contribuer à la réforme de la loi sur les partis politiques.

Car il semble que l'intention de ces quelques formations politiques serait de détecter les agissements et les propos du régime et de démontrer que cette concertation n'est qu'une farce montée à leur encontre et qu'au fond, le pouvoir n'entend pas tenir compte des propositions qu'avancent les autres. *«Nous aurions voulu participer à cette concertation, juste pour essayer de réunir les acteurs qui pourraient prouver que cette organisation n'est pas du tout crédible»*, a confirmé Pierre Houlder.

Malheureusement, la chas-

se n'a pas abouti. Et c'est d'ailleurs la raison qui a poussé ces 4 partis politiques à faire marche arrière pour le programme du 17 décembre. *«Le régime actuel a déjà montré son manque de volonté de prêter oreille aux propositions des autres»*, a souligné Jean Lahiniriko. En fait, le Leader fanilo a préalablement proposé que le code électoral, le code de la communication, ou encore le cas des exilés soient discutés lors de cette concertation.

Mais en réponse, le régime a été clair dans son communiqué : la consultation sera consacrée uniquement à la réforme de la loi sur les partis politiques. En réaction, ces formations politiques accusent le pouvoir de ce que celui-ci ferait inmanquablement le 17 décembre : *«le régime ne veut*

*pas nous écouter».*

Néanmoins, ces de l'opposition risquent de s'aggraver. L'expérience a montré, en effet, que le boycott, le mieux serait de ne rien faire à l'événement et de laisser ces différents argu-





16 DECEMBRE 2008

Midi Madagasikara n° 7709 du mardi 16 décembre 2008

Politique

## L'AVI recule à cause de la fermeture de VIVA

**Deux « anciens » au pays**

**Lavoloha.** La rencontre politique d'Avoloaha risque d'être l'unique affaire du TIM et des groupuscules qui gravitent autour de lui au sein du pouvoir.

**Marche arrière.** Si après cinq hier on entendait que l'AVI de Robert Lala Ratsisonana n'ira pas à Avoloaha devant pour rencontrer le Président de la République dans le cadre du processus de Téléconsortium de la transition les sur les partis. Ce changement d'avis intervient moins de 48 heures avant le rendez-vous du 17 décembre. Dans un communiqué remis hier à la presse, le parti « *Maday Intendra Ky Vahoaka* » évoque comme principal motif de ce recul la décision de l'état de fermer de la télévision VIVA, une chaîne appartenant au régime. Andy Rajoelina qui compte parmi ses proches collaborateurs deux membres du bureau politique du parti, dans l'île Lanto Andrianankato, premier adjoint au maire, et Désiré Ratsisonana, député à Antananarivo.

**Autonoma** ne cesse d'être surprise.

dans le V<sup>e</sup> Arrondissement. L'AVI n'est pas le seul. L'ARCA de Pierre Houlière a également été surpris. Ce leader politique a annoncé hier, lors d'un point de presse qu'il a compétitivement travaillera avec Marlon Evariste et Jean Lahirioko, qu'il n'a pas non plus à Avoloaha demain.

**Deux « drafts ».** Par contre, bien qu'ils ne soient pas dirigeants politiques, ils seront présents à Avoloaha demain. Il s'agit de Serge Zafimahova et Serge Radert, tous deux membres du CDE ou Club Développement Éthique. Ils y seront avec leur propre « draft » de loi sur la politique. Le lundi 15 décembre, les deux « Serge » ont été reçus par le Président de la République. A la demande de ce dernier, ils ont élaboré Zafimahova et Serge Radert ont été reçus à 09h dans le plan du projet de loi sur les partis publiés hier dans certains quotidiens de la Place. A cette occasion, les participants à la rencontre politique d'Avoloaha auront demain entre leurs mains au moins deux « drafts » de projet de loi, celui-ci et celui élaboré par le gouvernement. « Radert et moi avons à Avoloaha ce mercredi pour

La cérémonie organisée à Avoloaha dans le cadre de la célébration du 55<sup>e</sup> anniversaire du Président Marc Ravalomanana a vu la présence remarquable et remarquable de deux anciennes hautes personnalités du régime en place. Il s'agit de Mafafanjanina Samuel Raza-kandazo et de Henri Roger Ratsisonana. Le premier a été proposé par ses pairs à la présidence de l'Assemblée nationale après la dissolution de Jean Lahirioko. Après la dissolution de la Chambre Haute, Mafafanjanina Samuel Raza-kandazo a été nommé dans sa circonscription de Toléary et il a été élu. Mais, il n'a pu que quelques mois à l'Assemblée nationale car il a été obligé de rejoindre son nouveau poste à Alger en tant qu'ambassadeur. Le second a été spécialement importé du Canada par le Président de la République pour être le chef de staff à la présidence. Après un an de service à Antananarivo, Henri Roger Ratsisonana est retourné au Canada. Actuellement, ces deux « anciens » jouent un rôle important dans le pays. Ceci confirme-t-il la possibilité d'un rapprochement après la rencontre politique de demain ?

**RAJAFIRENA RAGELA**

16 DECEMBRE 2008

## Madagascar, l'affaire Daewoo confirmée

*La société Daewoo Logistics Corporation (Dwl) n'est plus en phase de prospection de terrains. Plusieurs demandes ont été déposées au service régional des domaines de Toamasina pour des terrains de plus de 170 000 ha au mois d'octobre dernier. Les procédures semblent avoir été ignorées au grand dam de la population locale. La grogne gagne du... terrain dans le district de Brickaville, Toamasina II et Vatomandry. On craint un soulèvement populaire pour contester la spoliation des terres par des étrangers.*

Contrairement aux explications officielles apportées par Daewoo Logistics Corporation sur la situation actuelle de son projet d'investissement dans le secteur agricole à Madagascar, cette entreprise sud-coréenne, a bel et bien déposé des demandes d'acquisition de terrains dans la région Atsinanana. Cette entreprise sud-coréenne, par sa filiale « *Madagascar Futur Entreprise Group* » (Mfe) sise au 2<sup>e</sup> étage de l'immeuble Assist à Ivandry à Antananarivo, a déposé le 8 octobre 2008 deux dossiers au service régional des Domaines à Toamasina.

Il s'agit de l'affaire n° 24 293 BRICKA pour un terrain de 94 182 hectares dans le district de Brickaville et de l'affaire n° 24 294 TAM dans le district de Toamasina II, d'une superficie de 33 767 hectares. Dans le district de Vatomandry, une demande a été également formulée par cette société pour l'acquisition d'un terrain de près de 40 000 hectares. En tout, la société

« *Madagascar Futur Entreprise Group* », pour ses plantations de palmier à huile, à déjà déposé des demandes en bonne et due forme au service régional des Domaines de Toamasina. A vrai dire, cette société sud coréenne n'est plus en phase de « *prospection de terrains afin d'identifier les terrains cultivables* », mais, tout au contraire, elle est déjà dans une phase plus avancée. Dans la région Melaky, plusieurs terrains ont également été demandés par la société Mfe.

### **Procédures exceptionnelles**

Malgré l'immensité des terrains demandés par cette société étrangère, les dossiers sont tenus top secret. C'était après la publication de cette information dans les médias étrangers et locaux que cette affaire a été étalée au grand jour. Toutefois la célérité du traitement des dossiers des Sud-coréens a suscité beaucoup de commentaires. En fait, ces dossiers n'ont pas suivi les procédures classiques.

Les fokontany et les communes concernées n'ont pas été mis au courant de ces demandes. Or, selon le texte en vigueur (en attendant le nouveau), la carte du premier repérage effectué

par les agents du service topographique devrait être affichée, pendant 15 jours au bureau du fokontany, en vue d'une éventuelle opposition. Pire, selon des représentants de la population, ils n'ont jamais assisté aux travaux des membres de commission en leur qualité d'opposants et de voisins. Personne n'est en mesure d'annoncer s'il existe des procès-verbaux de constatation de mise en valeur ou non. Interrogés, les agents du service régional des Domaines de Toamasina ont opté pour le mutisme total. Visiblement, ils craignent des sanctions sévères s'ils divulguent quelques bribes d'information aux journalistes.

Une source généralement informée nous a signalé que le Chef de région ainsi que les districts de Brickaville et de Toamasina II ont déjà émis des avis favorables à ces demandes. Des témoins ont affirmé que des paysans ont déjà mis en valeur les terrains en question. Mais, à cause de leur ignorance, leurs terrains n'ont pas été immatriculés auprès du service des Domaines. En fait, les dossiers des Sud coréens bénéficient d'un traitement exceptionnel.

Quoi qu'il en soit, la tension monte de plusieurs crans dans les zones touchées par les demandes de terrains. Les paysans sont prêts à défendre leurs biens et à s'opposer à toutes formes de spoliation de leurs terrains. Un soulèvement populaire est à craindre si les autorités restent indifférentes à leurs revendications. Parallèlement, des natifs de ces zones commencent à s'organiser pour barrer la route aux Sud coréens. Des zones d'ombre entourent ce projet d'investissement agricole d'une superficie de 1,3 million d'hectares dans l'ensemble de l'île.

*Alphonse Maka*

Source : <http://survie31.over-blog.com/article-25925887.html>

16 DECEMBRE 2008

L'ACTUEL

## L'Akfm Fanavaozana sera présent!

Lui sur les parts, son de la réunion du bureau politique de l'Akfm Fanavaozana, à son tour, il a été décidé que ce parti sera représenté dans le conseil de l'Assemblée nationale.

Il ne reste plus qu'à attendre la réunion avec le président de la République et les membres du parti. C'est dans le cadre de cette réunion que le projet de loi sur les parts politiques sera discuté. Le parti Akfm Fanavaozana, qui a obtenu 100 parts à la dernière élection, sera représenté dans le conseil de l'Assemblée nationale et qui sera, par conséquent, le parti Akfm Fanavaozana, qui sera représenté dans le conseil de l'Assemblée nationale.

**Adhésion.** Des parts ont été achetées le 15 décembre, il y a eu une réunion de l'Akfm Fanavaozana. Lors de la réunion du bureau politique, samedi dernier, à

Soranga, il a été décidé que le parti de l'Assemblée nationale sera présent au parti d'Etat d'aujourd'hui, demain, l'Akfm Fanavaozana sera représenté dans le conseil de l'Assemblée nationale, demain, il y aura une réunion avec le président de la République et les membres du parti. C'est dans le cadre de cette réunion que le projet de loi sur les parts politiques sera discuté. Le parti Akfm Fanavaozana, qui a obtenu 100 parts à la dernière élection, sera représenté dans le conseil de l'Assemblée nationale et qui sera, par conséquent, le parti Akfm Fanavaozana, qui sera représenté dans le conseil de l'Assemblée nationale.

**Adhésion.** Des parts ont été achetées le 15 décembre, il y a eu une réunion de l'Akfm Fanavaozana. Lors de la réunion du bureau politique, samedi dernier, à



Le président Richard Andriamananjato, président national de l'Akfm Fanavaozana, au sein d'une réunion de la justice.

**FAX MIDI PUB**  
**22 380 35**



16 DECEMBRE 2008



16 DECEMBRE 2008

## En quête de formalisation

Des initiatives tendent à améliorer les dispositions relatives aux partis politiques ont été prises depuis la deuxième République. L'entrée en vigueur de l'ordonnance n°90-001 avait mis fin au Front national pour la défense de la révolution (FNDR) en mars 1990. Auparavant, chaque formation politique avait dû faire partie du FNDR pour pouvoir agir légalement.

La rencontre sur l'éthique politique organisée par le parti Leader Fanifo au Palais des Sports et de la culture à Mahamasina en 1999 ainsi que la réclamation d'une refonte du Code électoral avant les élections en 2001 avaient servi de sonnette d'alarme dans la nécessité d'une réforme de la vie politique dans le pays.

Les 22 partis participants aux états généraux des partis politiques au Hilton avaient pu sortir une déclaration commune dans ce sens en septembre 2002.

### Standards d'intégrité

Les années 2002-2003 ont été marquées par la préparation d'une proposition de loi sur les partis politiques avec la Friedrich Ebert Stiftung (FES). Le texte résultant du travail a été soumis au parti majoritaire Tsako i Madagasikara (TIM) pour discussion à l'Assemblée nationale.

Des ateliers de finalisation de la proposition de loi a été ainsi organisés avec le FES au Hilton en avril et mai 2004. Les participants comprenaient présenter le texte finalisé à la première session de l'Assemblée nationale de la même année.

En novembre 2004, la rencontre entre le Conseil supérieur de lutte contre la corruption (CSLCC) et le ministre de l'Intérieur a conduit à la conclusion d'un accord de principe sur la transformation de la proposition en projet de loi.

Le Comité technique de suivi a été par la suite mis en place par le Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI), plaidant en faveur d'une loi sur les partis. Les deux entités ont réussi à établir, en octobre 2006, les standards d'intégrité des partis politiques à Madagascar.

La même année dans le milieu politique, suite à l'initiative du Rassemblement des démocrates de Madagascar (FIDEM), une vingtaine de partis avaient signé un pacte (Dina politika). Une charte des partis et des associations politiques a été aussi élaborée.

Fano Rakotondrzaka

présidentiel, une frange de l'opposition a décidé de boycotter la rencontre.



La Fondation Friedrich Ebert a organisé une réunion des partis politiques au Panorama.



Politique  
 et la Nation

# Democratie pour réglementer les partis

**S**'IL est un sujet qui fasse l'unanimité au sein de la classe politique malgache, c'est bien la nécessité de mieux réglementer la vie politique du pays. Mais l'accord en reste là.

Alors que pour la première fois en sept ans de pouvoir, Marc Ravalomanana se décide enfin à franchir une étape en initiant le processus d'élaboration d'une loi sur les partis, l'opposition ne veut pas croire en la bonne volonté du président de la République.

Une réunion de consultation, dans le but de recueillir les idées et les opinions des partis et des formations politiques concernées, est prévue se tenir le 17 décembre à Iavoloha. La plupart de ceux qui se disent de l'opposition ont pourtant décidé de boycotter.

Ce n'est pas tant l'initiative de mettre en place une loi régissant les partis politiques qu'ils contestent. Au-delà de la méfiance que leur inspire généralement toute initiative émanant du chef de l'Etat, certains opposants ne voient dans le subit intérêt de ce dernier à l'assainissement de la vie politique qu'une volonté de réduire la liberté d'expression et d'association.

Pour d'autres, à l'instar de l'Union nationale pour le développement et la démocratie (UNDD), l'empressement du chef de l'Etat à réglementer les partis politiques n'a d'autres desseins que d'officialiser le financement public du parti qu'il a fondé.

**Discipline**

Des formations politiques estiment, en outre, que les discussions ne doivent pas se limiter au projet de loi sur les partis. Elles souhaitent, par exemple, que la loi électorale et le code de la communication soient également pris en

En recommandant l'élaboration d'un projet de loi sur les partis, Marc Ravalomanana a surtout pensé à la nécessité de réduire le nombre de formations politiques existant à Madagascar.

Quand il a annoncé son intention de faire adopter le texte, le président de la République a mis l'accent sur «le foisonnement des partis politiques». Une situation qui, à l'entendre, «ne favorise pas l'épanouissement de la démocratie». Le Président estime par ailleurs qu'un petit nombre de partis politiques faciliterait leur financement par l'Etat.

Dans l'optique présidentielle, le pays ne devrait ainsi compter qu'une demi-douzaine de formations politiques. Celles-ci regrouperont «ceux qui sont au pouvoir, celles qui critiquent et celles qui n'ont pas de position précise». Pour le moment, le ministère de l'Intérieur a enregistré légalement près de 180 partis.

Outre la réduction du nombre des partis, le chef de l'Etat souhaite également cadrer leur constitution et leur organisation. «Tous doivent se soumettre à une même discipline», a-t-il déclaré dans son dernier message dominical.

C'est dans ce sens qu'il a invité tous les partis politiques à s'impliquer dans le processus d'élaboration du projet de texte. «Une fois celui-ci adopté, vous devez tous vous y soumettre parce que ce sera une loi», a-t-il d'ailleurs déjà prévenu à Noasy Be.

Le président de la République s'est particulièrement adressé à ceux de l'opposition qui avaient annoncé leur intention de boycotter la rencontre du 17 décembre.

Lova Rabery-Rakotondravony

**Les médias contrôlés**

En attendant l'adoption d'un nouveau code de la communication, les médias peuvent déjà s'attendre à un renforcement du contrôle de leurs activités avec la prochaine publication de la loi sur les partis.

Les détails du projet de loi élaboré par le gouvernement et soumis au président de la République ne sont pas encore officiellement connus, mais le plan dudit texte prévoit des dispositions particulières pour les médias.

Outre la réglementation de l'accès à l'information et l'accès des partis aux médias, un chapitre s'intitulant «Du contrôle des médias» est bien mis en évidence dans le plan du projet divulgué par le secrétariat à la communication de la Présidence.



16 DECEMBRE 2008

Midi Madagasikara no. 7709 du mardi 16 décembre 2008 25

**Plus de midi**

## Certains ont traversé des républiques

**Dinosaures de la politique.** De vieux routiers de la politique, ils ont passé des dizaines d'années de leur carrière dans ce milieu.

Avec des dizaines d'années passées dans la carrière politique, bon nombre de leurs noms restent toujours présents dans ce domaine. Et parmi eux, il y en avait eu qui ont traversé des républiques. C'est le cas notamment du pasteur Richard Anohimondrano qui a débute sa carrière en 1968, avec l'AFIM, date qui coïncide avec la naissance de la 1ère République. 50 ans plus tard, il répond toujours présents. L'année fait son entrée politique avec la chute de la première République en 1972, mais il sera surtout connu en 1973, au moment de la magistrature suprême. Tout en faisant son propre parti, l'AREMA. Actuellement en exil, à Neuilly Paris.

**Compagnon de lutte.** Mazandaty Rakotonirina.

mineur de grève, en 1972, il a fondé le parti MIM, CSA, à un certain moment dans la deuxième République. Il a été aussi conseiller spécial dans la 3ème République. Le professeur Zaly Albert a été ministre de la Santé, sous le gouvernement Ramanantsoa en 1973. Propulsé sur le devant de la scène lors des événements de 1991, ce n'est qu'à partir de cette date, qu'il sera connu du grand public. Devenu Président de la République, deux ans plus tard, Emmanuel Rakotonirina a fait également partie du gouvernement du général Ramanantsoa. "Compagnon de lutte du professeur", à son tour il a été créé en 1991 l'Union. Norbert Lala Ratsirahono, fondateur de l'AVI, président de la HCC mais a été aussi chef de l'Etat en 1996. D'autres politiciens ont aussi "marqué" le paysage politique malgache. Il s'agit notamment de Marzin Ezerjato, président national du Roud et de Daniel Ramamonjao du VVSV.

			
Faidou Andriamanjato Richard	Didier Ramitaha	Mazandaty Rakotonirina	Professeur Zaly Albert
			
Emmanuel Rakotonirina	Norbert Lala Ratsirahono	Marzin Ezerjato	Daniel Ramamonjao





**17 DECEMBRE 2009**

**GRANDE PREMIÈRE. Le maire Andry Rajoelina a convoqué, hier, pour la première fois une réunion avec la grande famille de l'opposition**

Réunion de Andry Rajoelina avec l'opposition

**18 opposants.** Roland Ratsiraka, Jean Lahiniriko, le Pasteur Richard Andriamanjato, Ny Hasina Andriamanjato, Marson Evariste, Beza Seramila, Harinaivo Rasamoelina, Ranjivason Jean Théodore, Gabriel Rabearimanana, Clément Ravalisaona, Alain Rakotomavo, Jean Max Rakotomamonjy, Pierre Andrianantenaina, Désiré Philippe Ramakavelo, Philippe Ravelomanantsoa et Rija Rajohnson. Ils sont 18 membres de l'opposition et quelques figures de la société civile, dont Madeleine Ramaholimihaso du SEFAFI et Bruno Rakotoarisoa du KMF/CNOE à s'être réunis hier à l'Espace DERA avec le maire de la commune urbaine d'Antananarivo, de 18 à 21 heures hier.

Rien n'a filtré de cette réunion, organisée rappelons-le, juste la veille de la rencontre des chefs de partis avec le Président de la République pour réfléchir ensemble sur l'élaboration d'une loi sur les partis.

**Démonstration de force.** A voir les noms des personnes présentes à cette réunion d'hier, on remarquera de nombreux dirigeants de partis, appartenant pour la plupart sinon dans la totalité, à l'opposition, toutes tendances confondues. L'objet de cette réunion, malheureusement semble être un secret bien gardé, et pas une seule des personnes qui y ont participé n'a voulu livrer la moindre bribe aux membres de la presse tenus à l'écart de la réunion.

En tout et pour tout, ont-ils appris l'organisation prochaine d'une conférence de presse pour présenter la teneur de cette réunion. En tout cas, les membres de l'opposition présents à cette rencontre initiée par le maire Andry Rajoelina ont déjà déclaré qu'ils n'iront pas aujourd'hui à Iavoloha. Une réunion sera organisée parallèlement ce matin à l'hôtel Soimanga à Manakambahiny. Ce sera une sorte de démonstration de force pour l'opposition.

**RAJAOFERA Eugène**



18 DECEMBRE 2008

MANAKAMBAHINY. De nombreuses grandes figures de l'opposition étaient présentes hier à l'hôtel Soimanga lors de la réunion de l'opposition axée sur le règlement interne.

Grand déballage au sein de l'opposition

Brouilles. Les membres de l'opposition ont profité de la réunion qui s'est tenue hier à l'hôtel Soimanga pour se remettre sur la route et recoller les morceaux après les quelques brouilles de ces derniers temps. Cette réunion était donc axée sur le règlement des problèmes internes et la mise en place de la stratégie à suivre, notamment en ce moment où les activités politiques roulent à vitesse grand V. Un grand déballage en quelque sorte afin de resserrer les liens entre les membres. Pour sa part, Jean Lahiniriko, président national du PSDUM, a demandé à ses « camarades », de « faire preuve de tolérance et de confiance car les désaccords profitent aux adversaires ». En outre, il a annoncé que « l'opposition a déjà élaboré une nouvelle stratégie pour faire face aux pressions. Désormais donc, le niveau d'information sera limité au sein de ce mouvement ». Parallèlement, Eric Rakotomanga, Secrétaire général de l'AKFM, a déclaré que « la lutte contre l'anarchisme sera multipliée ». Outre les affaires internes de l'opposition, des critiques sévères sur les pratiques du régime ont été lancées.

Union. Force est de constater que les rapports politiques sont en train de prendre une nouvelle tournure en ce moment dans la mesure où le maire de la capitale, Andry Rajoelina, a décidé de se rallier avec la plate-forme de l'opposition. La conférence de presse qu'il a tenue hier à l'hôtel La Rotonde est considérée comme une entrée politique pour ce président fondateur du TGV. Lors de cette réunion à l'hôtel Soimanga, Marson Evariste, président national du parti RPSD, a appelé tous ceux qui sont contre le régime à renforcer cette « Union ». Toutefois, il a admis que « des discordes ont bel et bien existé entre les membres de l'opposition, mais le moment est venu de renforcer la solidarité ». Il convient de noter également qu'une trentaine de partis étaient représentés à Manakambahiny hier. L'occasion d'assister à la présence de nombreuses grandes figures de l'opposition. L'on peut citer entre autres les Lahiniriko Jean, Vaovao Benjamin, Henri Lecacheur, Jean-Jacques Rabenirina, Marson Evariste, Harison Razafindrakoto, Général Razakarimanana Ferdinand, Pierre Tsiranana, Lalaina Berthnès, Tabera Randriamanantsoa...

Davis R

Source : <http://www.midi-madagasikara.mg/midi/>

BESARETY

# Andry Rajoelina monte un front

Le maire d'Antananarivo réunit les principaux partis d'opposition et les cadres de la société civile. Ils revendiquent le respect de la lib

**L** est 15 heures 20 quand Andry Rajoelina fait son entrée dans la salle de conférence de l'hôtel La Rotonde. Un tonnerre d'applaudissements accueille son arrivée.

Hommes politiques, syndicalistes, cadres de la société civile, militants de l'association *Tanora malagasy vonona* (TGV) et journalistes remplissent la salle. Quelques invités se lèvent pour rendre hommage à la star de cet après-midi.

Quatre jours après la fermeture de sa station de télévision, Andry Rajoelina, fondateur de Viva et maire d'Antananarivo sort ses griffes. Fort du soutien des principaux partis d'opposition, de quelques syndicats et organisations de la société civile, il annonce une réplique à la hauteur de l'attaque dont il a été victime.

«*Face aux abus de pouvoir et autres formes de dictature auxquels le secteur de l'audiovisuel est confronté, nous avons certaines revendications à formuler*», lance-t-il d'une voix forte et plus posée que d'habitude.

Il ne souhaite pourtant pas mener une contre-offensive aveugle. Il semble vouloir encore laisser un délai au pouvoir pour réparer



Le maire d'Antananarivo faisant son entrée, hier, à La Rotonde.

les dégâts avant de passer à la vitesse supérieure.

## Place de la démocratie

«*Nous attendons quelques semaines pour donner au pouvoir le temps de réagir, puis nous entreprendrons autre chose*», confie-t-il sans plus de détail. «*Qui vivra verra*», se contente-t-il de signaler, refusant de révéler sa stratégie.

Les troupes, en tout cas, sont prêtes. Pour la première fois depuis plusieurs années, l'opposition se retrouve unie derrière un homme et une cause à défendre. Et la présence de Madeleine Ramaholimaso, coordinatrice de l'*Observatoire de la vie publique* (Setafi), et de Nadine Ramaroson, secrétaire général du *Conseil économique et social* (Conecs) donne une ouverture civile

à la coalition.

Pour l'instant, personne ne veut avouer voir en Andry Rajoelina le nouveau leader de l'opposition. «*Mais nous sommes tous unis derrière la cause de la liberté et la démocratie*», souligne le pasteur Richard Andriamjato. Avec cette unité retrouvée de l'opposition, appuyée d'autant plus par quelques grosses pointures de la société civile et du mil

## L'opposition affiche un semblant de solid

**L** E contexte semble favorable au rapprochement des opposants. De nombreux dirigeants politiques se sont retrouvés hier à La Rotonde Besarety, en réponse à l'invitation du maire de la capitale, Andry Rajoelina.

Là réunion à la villa Soimanga à Manakambahiny le matin a servi de prélude aux grandes retrouvailles. La revendication du respect

des libertés démocratiques devient le principal mobile de l'opposition, suite à la fermeture de la chaîne de télévision Viva TV appartenant au premier magistrat de la ville d'Antananarivo.

Une trentaine de dirigeants de partis étaient présents à Besarety. Il s'agit, entre autres, de Jean Lahiniriko du PSDUM, Roland Ratsiraka du MTS, Laurent Ramaroson de l'AVI, Monja

Roindefo du Monima, Clément Ravalisoana de l'AME, Alain Ramaroson du Masters, Henri Lecacheur du PFM, Jean Théodore Ranjivason et Ferdinand Razakarimanana de Matsilo, Pierre Holder de l'Arema, Beza Seramila de l'association Tambatra ainsi que Jean Max Rakotoniramonjy du Leader Fanilo.

Le président du PSDUM (Parti socialiste et démocratique pour l'Union à Mada-

gascar), Jean Lahiniriko rejeté totalement la rumeur d'avoloha. Satisfait du déroulement de la réunion à Manakambahiny hier matin, il s'est montré direct dans sa déclaration. «*Nous combattons maintenant contre la dictature afin que le pouvoir revienne au peuple*», a-t-il soutenu.

De son côté, Evarist Marson, président du Rassemblement du peuple social démocrate (RPS)



Andry Rajoelina  
**Leader naturel de l'opposition**

Par la force des choses, Andry Rajoelina s'est imposé comme le leader naturel de l'opposition depuis samedi. Plus, il a été entouré par des membres influents de la société civile représentée par Madeleine Ramaholimihaso, et le Conseil National Economique et Social (CONECS), par Nadine Ramaroson. Des cautions morales qui donnent de la crédibilité à sa démarche. Le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina a tenu à montrer à l'Etat ses alliés de circonstance, hier après-midi, à l'hôtel La Rotonde à Besarety. Après la fermeture de la télévision VIVA, dans la nuit du samedi dernier, tout le monde a spéculé



➤ Andry, leader malgré lui ?

sur une éventuelle descente dans la rue dirigée par l'association TGV. Hier, le premier magistrat de la ville des mille n'a pas versé dans cette facilité. Aux

côtés de Madeleine Ramaholimihaso et Nadine Ramaroson, les membres des partis d'opposition étaient au complet ou presque. Seul le CRN a été absent, Andry Rajoelina ne pouvant épouser les thèses extrêmes de ce Comité. Parmi les personnalités politiques présentes dans l'assistance, il y a eu, entre autres, Roland Ratsiraka, Monja Roindefo, Henri Lecacheur, Pierre Tsiranana, Marson Evariste, Alain Ramaroson, Rolland Ramaroson, ou encore Jean Jacques Rabeniriana. En tout cas, Andry Rajoelina a exclu toute idée de descente dans la rue à ce stade du conflit, tout en exprimant ses réclamations. Et même si une partie de l'assistance, un membre du parti AVI, a fait une provocation allant dans ce sens, le Maire, en tant que leader de son

camp, n'a pas mordu au piège.  
Manjakahery Tsiresena

**Les réclamations.**

Ouverture de tous les médias fermés par l'Etat, libéralisation de la RNM et TVM, et libéralisation de la couverture de tout Madagascar par toutes les stations audiovisuelles privées à Madagascar. Ce sont les réclamations formulées par le maire, la société civile, le Conecs, et les membres des partis politiques signataires de la lettre de doléance, hier.

18 DECEMBRE 2008

PAGE 5 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU JEUDI 18

CEMI/O

LES CHEFS DE PARTIS CAJOLÉS À IAVOLOHA

## Cadeau présidentiel d'Ar 400 millions

Le chef de l'État promet de financer les formations politiques. Elles doivent en retour accepter le principe de fusion.

**F**IDÈLE à sa réputation de fonceur, le président Ravalomanana n'a pas lésiné sur les moyens pour faire aboutir le processus d'élaboration du projet de loi sur les partis politiques. Il annonce l'octroi d'une ligne de financement pour aider les formations politiques à fusionner.

« Le président Ravalomanana a annoncé l'octroi d'une somme d'Ar. 400 millions pour aider les partis politiques à fusionner », a déclaré, hier à Iavoloha, Herimanana Razafimaheta, vice-président du Groupe de réflexion et d'actions pour le développement (Grad Iloalo). Il fait partie d'une quarantaine de dirigeants politiques réunis autour de l'élaboration d'un texte sur les formations politiques. L'annonce du chef de l'État a été accueillie par un « standing ovation » de l'assistance.

Olivier Rakotovazaha, l'un des sept personnes



Des chefs de partis ravis en quittant Iavoloha, hier.

ressources appelées pour le projet de loi et secrétaire général du Mitlona ho an'i Fandrosoan'i Madagaskara (MFM), s'est empressé d'apporter une précision.

« Il ne s'agit pas de l'argent du président Ravalomanana, mais celui de l'État. Il n'est nullement question d'acheter des voix. D'ailleurs, il n'est pas encore trop tard pour les autres de rejoindre le processus », a-t-il continué.

### L'opposition scandalisée

Officiellement, le financement a un objectif bien déterminé. Il devrait aider les partis à gérer la période transitoire avant l'application du texte stipulant le regroupement des formations politiques. Selon l'explication de Serge Zafimahova, l'un des personnes ressources de la réunion, l'argent sera distribué aux chefs de partis présents à Iavoloha.

En attendant, une autre réunion est prévue pour un

suivi de la synthèse des propositions émises. Le texte sera ensuite remis au Parlement, appelé à se réunir au cours d'une session extraordinaire, pour adoption. À entendre les participants, le chef de l'État a également confirmé l'information d'une modification de la Constitution, sans préciser les articles à amender ou le calendrier de l'opération.

Du côté de l'opposition, les quelques dirigeants interrogés se sont montrés scandalisés par l'offre présidentielle. « Notre base ne va jamais accepter si nous marchons dans une telle combine », a indiqué Jean Lahiniako, président du Parti socialiste et démocratique de Madagascar (PSDUM).

Iloniaina Alain

### Une révision constitutionnelle en vue

Le président Ravalomanana a confirmé, hier à Iavoloha, l'information concernant une nouvelle révision de la Constitution, déjà retouchée en avril 2007. Pour l'instant, aucune indication n'a été apportée sur les articles à amender, le calendrier de la révision ou la modalité de la retouche.

Mais selon certaines confidences, le chef de l'État semble se diriger vers l'amendement de l'article 15 de la Loi fondamentale qui concerne les partis politiques. Celle-ci n'exclut pas la tendance vers la réglementation de la candidature aux élections, au détriment des « indépendants ».

Pour ce qui est du choix constitutionnel pour la retouche de la Loi fondamentale, il n'est pas non plus exclu de voir pour la première fois le déclenchement du mécanisme de révision constitutionnelle par voie parlementaire.

## LES NOUVELLES

22 DECEMBRE 2008

### CONJONCTURE

# «Andry TGV» lance un ultimatum à l'Etat

*Andry Rajoelina semble contraint, par la force des choses, à faire de la véritable politique politicienne. Déterminé, il a lancé hier un ultimatum à l'Etat... et lui donne jusqu'au 13 janvier pour répondre aux revendications annoncées le 17 décembre.*

Andry Rajoelina a eu droit hier à une émission spéciale sur sa propre station de radio « Viva », laquelle était aussi retransmise en duplex par deux autres radios privées de la capitale. D'ailleurs, les animateurs de cette émission étaient des journalistes issus de ces trois radios.

Ce fut ainsi une occasion pour le maire d'exprimer ses vues sur tous les problèmes qu'il a endurés depuis sa campagne électorale et tout au long de sa première année à la tête de la mairie de la capitale, jusqu'à la récente décision du gouvernement d'interdiction de diffusion de sa station de télévision. Andry Rajoelina a également clarifié sa position par rapport aux différentes rumeurs qui ont couru à son sujet, entre autres, sur son éventuelle arrestation et ses relations avec l'ancien président de la République, Didier Ratsiraka.

«... Dès ses premiers mots, l'intervenant a annoncé la couleur : Tout ce que j'ai enduré était prévisible. Mais je m'y suis déjà préparé depuis même l'ouverture de ma campagne pour l'élection du nou-

veau maire d'Antananarivo. Je devais m'attendre à des actes de blocage sinon de sabotage de mes actions... Mais toute chose a une fin : je pense qu'il est maintenant temps de réagir après avoir observé tout ce qui s'est passé car la patience a aussi ses limites... ».

#### Trêve politique !

Andry Rajoelina explique que dans le cadre de ses relations avec les représentants des différentes entités (société civile, syndicats, opérateurs économiques, partis politiques...), son association « Tanora malagasy vonona » ou TGV est toujours restée ouverte à toute forme de coopération ou de collaboration pour le développement du pays en général et de la capitale en particulier. Une déclaration commune de ces derniers a été adoptée « suite aux événements qui se produisent actuellement dans le pays », mais elle exige en même temps une réponse précise de la part des tenants du pouvoir à toutes les revendications. Et ce, pour le 13 janvier 2009 au plus tard.

Une sorte de « trêve politique » selon ses explications car personne n'a intérêt à voir des troubles durant les festivités de fin d'année. À défaut de réponse de l'Etat à l'expiration de cet ultimatum, Andry TGV annonce qu'il passera à la seconde étape pour l'aboutissement des revendications qu'il a co-signées avec les représentants des différentes entités.

S'agissant d'une cause plus ou moins stratégique, le maire n'en a pas, évidemment, précisé les actions qui pourraient être menées. Par contre, il a réitéré son projet de création d'une place de la démocratie qui, comme dans certains pays, sera un lieu ou un cadre réservé spécialement à tous ceux qui ont des idées à faire valoir pour l'opinion. « Car la démocratie est bafouée actuellement, tandis que les valeurs culturelles ont perdu toutes leurs significations. De nombreuses requêtes ont été émises par nos compatriotes, plusieurs revendications et divers communiqués ont déjà eu lieu. Madagascar ayant ratifié plusieurs conventions y afférentes, mais toutes ces démarches n'ont servi à rien... », a-t-il fait remarquer.

#### Du cinéma ?

Andry Rajoelina a fermement précisé que ses prétendues relations avec Didier Ratsiraka ne sont que d'une pure invention de ses détracteurs. « Ni avant ni depuis mon mandat de maire de la capitale, je n'ai eu de contact avec le président Didier Ratsiraka. On ne s'est jamais rencontré ni parlé. Mais c'est un peu le même refrain, car on m'a déjà fait le coup comme quoi j'ai des relations très étroites avec l'ancien vice-premier ministre Pierrot Rajaonarivelo... ».

Par contre, en évoquant les rumeurs de son éventuelle arrestation, Andry TGV persiste et signe



22 DECEMBRE 2008

PAGE 3 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU LUNDI 22 DÉCEMBRE 2008

FERMETURE DE VIVA TV

## Andry Rajoelina interpelle l'État

Andry Rajoelina, maire de la Commune urbaine d'Antananarivo, passe à l'offensif. Il somme le gouvernement de répondre à ses revendications avant le 13 janvier.

**A**NDRY Rajoelina, maire d'Antananarivo, se montre de plus en plus pressant. Pour montrer sa détermination, il fixe un calendrier pour que le gouvernement réponde à ses revendications en matière de liberté d'expression.

Celles-ci sont soutenues par d'autres entités issues de divers horizons. « Nous attendrons la réponse du gouvernement jusqu'au 13 janvier », a-t-il déclaré hier. Le maire de la capitale donne enfin un calendrier précis de sa démarche de revendication pour plus de liberté d'expression, au cours d'une interview accordée à trois stations de radio.

Andry Rajoelina lance une menace à peine voilée en cas de réponse négative ou d'absence de réponse de l'Exécutif. « Une fois la date dépassée, nous prendrons des mesures », a-t-il soutenu sans aller jusqu'à préciser la nature de celles-ci.

Une semaine après la fameuse déclaration à Besarety, voilà Andry Rajoelina qui revient à la charge. Le 17 décembre, le maire de la capitale, soutenu par plusieurs formations politiques de l'opposition et des membres de la plate-forme de la



Andry Rajoelina au milieu des membres du bureau du Conec le 17 décembre à La Rotonde.

société civile, avait réclamé la réouverture de Viva-TV et de toutes les autres stations fermées par le gouvernement.

Il avait également demandé pour tous les médias audiovisuels privés la possibilité de procéder à une couverture

nationale, ainsi que l'accès réglementé et avec équité aux médias publics.

Andry Rajoelina évoque la période de fête pour expliquer le choix de la date du 13 janvier. Mais, à part la trêve des confiseries, il dispose du temps nécessaire pour s'organiser pour son bras de fer avec le gouvernement. En première ligne du mouvement, il n'a cessé d'appeler au rassemblement au cours de son intervention.

### Généralisation de l'affaire

Avec l'ultimatum lancé par le magistrat de la Ville des Mille, la situation politique risque de chauffer dans les prochains jours. La tendance d'un changement de dimension du bras de fer entre le gouvernement et la Commune urbaine d'Antananarivo

est en train de s'ancre. La prise de position de l'Église catholique et celle de membres de la société civile et des dirigeants de l'opposition, donnent une impression de généralisation de l'affaire.

A l'image de la Force de changement pour la démocratie (FCD), Andry Rajoelina n'a pas attendu longtemps pour recevoir un écho de son appel. « La réaction du maire d'Antananarivo est normale et nous l'encourageons. Jusqu'ici, on l'a brimé alors qu'il fait face à ses obligations en tant qu'élu », a avancé Alain Ramaroson, l'un des fondateurs de la FCD.

De son côté, le pouvoir joue la carte de la prudence concernant le bras de fer entre Andry Rajoelina et le gouvernement. « En tant que capitale du pays, ce qui s'y

passé actuellement est lo à fait normal. Cela prou que la démocratie vit et que le liberté d'expression existe a indiqué Fidy Ratsimbazaf.

« Pour notre cas, nos privilèges le travail sur terrain », ajoute-t-il. Le ch de région d'Analamang fraîchement élu président régional du Tsiko / Madag sikara à Analamang (Rég.Ter) réfute le fondame des critiques de Andri Rajoelina.

Pour sa part Marco Ranjova, ministre des Affaires étrangères et coach de la région d'Analamang, prône exhorter la population a discernement. « Les ger sont assez mûrs po analyser et réfléchir sur c qui se passe », a-t-il seulement indiqué.

Boniaina Alai

## Retour sur l'arrestation

Andry Rajoelina, maire d'Antananarivo, s'est engouffré dans la brèche ouverte par les membres du gouvernement à propos de sa *voies fausses* arrestation. « Même des gens des ambassades ont confirmé l'existence d'une tentative pour m'arrêter, avant que les autorités ne se rétractent », a-t-il indiqué hier.

Vendredi, les quelques membres du gouvernement interrogés sur l'existence d'un mandat d'arrêt contre Andry Rajoelina ont nuancé leurs propos. Bruno Andriantavison, ministre des Télécommunications, des postes et de la communication, nie formellement le projet.

Pour sa part, Bakeliso Ramanandribe, ministre de la Justice, a affirmé qu'elle « ne peut ni confirmer, ni infirmer l'information ». Et d'ajouter : « En tout cas, je n'ai pas encore été notifiée sur cela ».

Andry Rajoelina

# L'ultimatum pour le 13 janvier 2009

Le maire de la capitale, Andry Rajoelina, n'était pas avare de révélations et de déclarations injurieuses hier lors d'une émission spéciale cocoonnée par trois radios privées, à savoir la Radio Des Bourgs qui appartient aux Catholiques, Antsirah du groupe Frey et Vira appartenant au maire lui-même. Tous les visés « chauds » de ces derniers temps ont été évoqués, dont la lemmale de Vava IV, la nouvelle capitale de l'Union Africaine que sont les deux communes d'Antsirah, la fameuse maraot d'anté lancé à son encontre, et même le bilan sommaire de sa première année

à la tête de la Commune urbaine d'Antananarivo. Mais les nombreux maîtres de la capitale, des patibésés car la partie des radios de proximité dépendent effectivement les districts proches d'Antananarivo dont Andramanina, Ambohitampy, Antanimena, et Itankondiana, attendaient surtout les nouvelles dispositions que le Maire va prendre face aux dernières évolutions de la situation. Et le choix de la radio est somme toute stratégique car cette radio possède des relais qui vont jusqu'à Ambohidrandava, Antsirabe, Fianarantsoa, ...

dit ce qu'ils ont envie de dire, nous sommes dans un pays libre. Cette place devra avoir une association permanente ».

### Bilan sommaire de la première année

« Les résultats sont positifs, jugez-en vous-mêmes : les taxes sur les fêtes et spectacles ont augmenté de 75%. Mais pour la taxe sur le parking, + 25%, +30% sur la publicité, +25% pour les marchés municipaux, +30% pour les recettes parafiscales. Si au début de cette année, nous avons eu énormément de problèmes pour payer les primes des agents de la Cua, maintenant, nous avons encore 20 milliards dans nos caisses et les primes sont déjà payés ».

### La déclaration tant attendue !

Ndir : Il ne s'agit pas d'une déclaration personnelle du maire de la Capitale, mais d'une déclaration

commune de la société civile, des personnalités, ...

« Nous exigeons la réouverture de tous les radios et télévisions que le régime a fermées au nom de la dimension de la liberté de presse, de la liberté d'expression. C'est le droit fondamental du citoyen qui est lésé, notamment son droit à l'information ».

### Tout a une fin !

« Tout a une fin. Le pouvoir qu'on a actuellement, n'est qu'emprunté provisoirement au peuple. Je lance un ultimatum aux tenants du pouvoir qu'il faut répondre par le positif nos exigences et la date limite sera le lundi 13 janvier 2009. Ces exigences viennent de la population toute entière et sont ses souhaits ».

A la question d'un journaliste, et si vous êtes aimé avant cette date, le maire a répondu que le reste appartient au régime et au peuple !

Recueilli par Jean Luc Rahogoa

### Ivato, capitale du sommet de l'UA

« C'est une lossse pour Madagascar et pour le peuple malgache car on ne peut pas le faire dans la capitale ! C'est la première fois depuis l'histoire de notre pays qu'on ignore Antananarivo. Mais je sais qu'il s'agit d'une laide injustice et on ne peut pas accepter cela. C'est pourquoi quelques jours seulement après mon élection à la tête de la commune urbaine d'Antananarivo, on décide que l'ouvrière est la capitale économique de Madagascar. Et comment comprendre que deux communes qui jouent le capitale du pays sont maintenant déclarées nouvelle capitale du sommet de l'Union africaine ? »

### Andralanitra, Samva et Gare routière

« Cela fait 40 ou 70 ans que personne ne s'est occupé de la décharge municipale d'Andralanitra, il

de l'état des infrastructures comme la route qui y mène. En 30 ans, cette route n'a jamais été ni réhabilitée, ni réparée et c'est seulement maintenant qu'on y procède. Normal dans ce cas et les travaux prennent un délai que d'ailleurs, nous avons honoré et par conséquent, il faut une solution de rechange. Ceci étant, certains disent que nous ne faisons que plancher sur les épaves et obstacles qu'on met sur ce que devrait être le vrai développement de la commune. En réalité, nous ne faisons que des rapports à la population, qui nous a élu. De votre façon, à chaque élection, nous en certains toujours vainqueur et plus fort encore. Pour le cas de Samva et de la Gare routière d'Antananarivo par exemple, il s'agit d'une victoire indiscutable pour l'équipe dirigeante de la Cua. Mais c'est triste d'agir ainsi car chacun sait que ce sont des problèmes qui ont été créés dans le but de nuire et d'empêcher le développement ».

### Un mandat de 4 ans

« Personne n'a le droit d'empêcher un élu de faire son mandat. Le river dure 4 ans et s'il n'est pas réélu, c'est le peuple qui juge ! Et nous sommes prêts à tout ».

### Arrestation

« Ce n'était pas une suite ou une fautive information. Des représentants des missions diplomatiques n'ont même pas eu de l'existence d'un mandat d'arrêt à mon encontre et à l'écoute de nos relations. Nous aussi, nous avons notre réseau à tous les niveaux qui nous avertit de ce fait. De votre façon, si c'est le cas, je ne sens ni la justice, ni la dernière personne que ce régime envie en prison. Et tout le monde sait que nos prisons sont pleines de politiciens, d'officiers, de magistrats, et de responsables qui n'ont rien fait car après leur mandat de député, le justiceur les emmène alors que des vies sont déjà dévotées. Il y a deux mois, des vo-

jecteurs d'Etat et ceux de la brigade Financière ont fait une descente à la Cua sans rien trouver et je pourrais vous en faire tout pour nous envoyer en prison ».

### Catholique et opposition

« La réunion de La Rotonde a été initiée par la société civile et j'y étais présent en tant que Président fondateur de l'Association Tpy. Pour la venue de Mgr Rombomafana lors de la création de la Fed d'Alain Ramanomanana, il ne faut pas interpréter autrement les faits et gestes de chacun d'entre nous. Le Tpy, par exemple, ne fait pas de discrimination religieuse, ni appartenance sociale, ni d'autres distinctions que des esprits multiculturels puissent saisir ».

### Place de la démocratie

« Il est primordial de créer maintenant une place de la démocratie et c'est la Cua qui va trouver le lieu pour cela. Que chacun puisse

### Mine de rien

Arrestation de Andry Rajoelina ? Oui et non !





**23 DECEMBRE 2008**

Bras de fer. Andry Rajoelina se rebiffe tandis que le pouvoir essaie de calmer le jeu en cette période où tout le monde se prépare aux festivités de fin d'année.

Réouverture de Viva TV Andry TGV donne 23 jours

TRÊVE. Andry Rajoelina accorde 23 jours au pouvoir pour lever la sanction contre VIVA TV et permettre aux autres tendances politiques d'avoir accès aux médias publics. Du côté du pouvoir, on a entendu des discours d'apaisement. Contre toute entente, le président de la République, dans son intervention lors du dernier conseil des ministres de cette année 2008, a évité de parler de ce bras de fer qui l'oppose à distance, au maire de la Capitale. Après avoir annoncé les deux mesures économiques qui ont été favorablement accueillies par bon nombre d'observateurs, le chef de l'Etat a indirectement annoncé la trêve de fin d'année en souhaitant aux Malgaches de passer les différentes festivités dans la joie. Ce samedi, au gymnase couvert d'Ankorondrano, le président de la formation au pouvoir Yvan Randriasandratiniony a adopté à peu près, le même ton d'apaisement.

DETERMINATION. Hier, au cours de l'émission « Ny tenin'ny Filohampirenena », le président de la République Marc Ravalomanana a réaffirmé sa réelle détermination à assainir l'environnement politique à Madagascar. « *La date du 17 décembre est une date historique pour notre pays. Car c'est à cette date que de nombreux chefs de partis ont répondu présents à une réunion s'inscrivant dans le processus de l'élaboration d'une loi sur les partis.* », a-t-il fait remarquer. Bref, il est clair que le chef de l'Etat est plus que jamais déterminé à aller jusqu'au bout de son entreprise malgré les critiques des dirigeants politiques qui ont boudé la rencontre d'Iavoloha. Le chef de l'Etat, apparemment, semble pleinement résolu dans sa quête de la stabilité politique en vue du Sommet de l'Union Africaine prévu se tenir à Madagascar en juillet 2009. La révision de l'actuel code électoral serait actuellement à l'étude.

RAJAOFERA Eugène

**Source : <http://www.midi-madagasikara.mg/midi/>**

## **PETITION AFFAIRE DAEWOO**

**29 DECEMBRE 2008**

### **Collectif pour la défense des terres malgaches -**

Nous avons appris le 19 novembre dernier par la presse internationale les déclarations du directeur financier de Daewoo Logistics, Shin Dong-Hyun, annonçant la signature entre cette filiale du géant sud-coréen Daewoo et les autorités malgaches d'un bail emphytéotique de location pour 99 ans de 1,300 million d'hectares de terres arables à Madagascar.

Ce projet sans précédent d'octroi de terres est extrêmement préoccupant :

La surface louée correspond à "la moitié des surfaces cultivables du pays". Les termes du contrat ne prévoient pas de contrepartie financière versée à l'Etat malgache. Le « prix de location » consisterait à investir dans les infrastructures nécessaires à la réalisation du projet.

Les principaux ministres malgaches concernés ainsi que les représentants de Daewoo à Madagascar ont démenti en arguant du fait que le projet n'est qu'au stade de la prospection et de la négociation de terres. Mais de nombreux témoignages venant du terrain indiquent que les protagonistes de cette affaire sont passés à l'acte dans plusieurs régions. Madagascar Futur Entreprise Group, représentant de Daewoo sur place, a déjà acquis 94 182 hectares dans le district de Brickaville, 33 767 ha dans le district de Toamasina II, 40 000 ha dans le district de Vatovandri, plus de 50 000 ha dans le district de Maintirano. D'autres demandes d'acquisitions sont enregistrées. De vastes terres dans la région SAVA seraient également en cours de transfert de propriété.

Ces informations parues dans la presse malgache sont confirmées par les populations locales qui ont vu ou entendu parler d'Asiatiques effectuant des mesures avec les autorités régionales en vue de l'acquisition de terres. Ainsi,

- les transactions se déroulent sans aucune transparence de la part des autorités ;
  
- des responsables locaux sont impliqués ;
  
- certains ont peur d'en parler par peur de représailles ;
  
- d'autres n'avaient pas compris l'enjeu de ces « opérations » sur le terrain, pensant qu'elles apporteraient des bénéfices à la localité ou à la région.

**Cette « location » de terres pour 99 ans - renouvelable - par Daewoo est inacceptable car :**

- Elle concerne des superficies immenses réparties dans plusieurs régions. Elle porte atteinte à l'existence future d'une patrie pour l'ensemble des Malgaches qui considèrent les terres de leurs ancêtres comme un bien « sacré ».

- Elle spoliera de nombreuses familles, et à terme la majorité des paysans, des terres où elles vivent et travaillent.
- Elle a été faite à l'insu des populations malgaches sans respect des procédures habituelles, alors qu'elle engage des parties importantes du territoire et donc la souveraineté nationale.
- Les dossiers des terrains convoités par Daewoo sont traités rapidement alors que les Malgaches rencontrent des difficultés insurmontables dans les procédures d'acquisition de titres de propriété.
- Les Malgaches ne profitent pas des récoltes effectuées par Daewoo. Elles sont destinées à l'exportation pour assurer la sécurité alimentaire de la Corée du Sud.
- Selon la presse internationale, il est question dans la partie ouest de l'île de cultiver du maïs, réputé pour dessécher les terres. Les semences de maïs, potentiellement transgénique, seraient importées du Costa Rica et des Etats-Unis. La partie Est de l'île serait consacrée à la plantation de palmiers à huile dont les semences viendraient d'Indonésie où certaines espèces sont connues pour détruire la végétation environnante et la biodiversité (« l'huile tueuse »).

Tenant compte de tous ces éléments relatifs à l'affaire Daewoo,

Nous, membres du COLLECTIF POUR LA DEFENSE DES TERRES MALGACHES, avons décidé de nous regrouper et agir.

#### **Nous lançons cette pétition pour**

- Exiger des responsables qui participent à tous les niveaux à cette location **l'arrêt immédiat de toutes les actions et procédures engagées** afin de réviser complètement les termes du contrat,
- Exiger des autorités et responsables **le respect des lois et procédures**, notamment les formalités de publicité indispensables à l'information des voisins et opposants éventuels,
- Exiger des autorités malgaches de faire preuve d'une **totale transparence** et d'informer l'ensemble de la population sur cette affaire,
- Demander à l'Etat malgache et à toutes les autorités compétentes, élus et responsables des services des domaines de **faciliter l'obtention de titres de propriété pour les terrains que les paysans malgaches souhaitent exploiter** et mettre en place des **mesures d'accompagnement** pour améliorer leurs moyens de production,
- **Se rapprocher des citoyens et paysans malgaches pour les soutenir et encourager dans leurs luttes pour la défense de leurs terres,**
- **Lancer un appel à la vigilance** à tous nos compatriotes au pays et à l'extérieur afin de dénoncer toute décision ou tentative de priver progressivement les populations malgaches des terres de leurs ancêtres au nom d'un **libéralisme aveugle**,
- **Alerter l'opinion internationale** et appeler les ressortissants des pays qui subissent déjà la même situation, à travailler ensemble et coordonner nos actions pour **faire cesser cette nouvelle forme de néocolonialisme**.

Paris, 29 décembre 2008

**Source : <http://www.terresmalgaches.info>**

30 DECEMBRE 2008

PAGE 5 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU MARDI 30

1/68

REVENDEICATION

## L'opposition élargit son mouvement

Les opposants veulent donner une ampleur nationale à leur revendication, ils comptent sur le soutien des différentes structures régionales.

L'OPPOSITION procède à la mobilisation de ses antennes régionales, en attendant la réponse du pouvoir à la revendication du président fondateur de Tanora Malagasy vonona (TGV), Andry Rajoelina. Elle entretient pourtant le flou sur les éventuelles actions des opposants au-delà de l'ultimatum du 13 janvier.

Jean Théodore Ranjivason, secrétaire général de l'association Madagasikara tsimialonjafy lovantsika (Matsilo), est rentré dans la capitale vendredi, suite à une tournée dans la région de Vatovavy Fitovinany et à Fianarantsoa. Il y avait rencontré des représentants de formations défendant avec Matsilo la même cause.

### Libertés démocratiques

L'ancien ministre a ainsi évoqué le lien entre la réunion des politiciens et dirigeants de la société civile convoquée par Andry Rajoelina à l'Espace Dera le 16 décembre et ses déplacements dans les provinces. Selon lui, il



Les membres de l'opposition réunis à La Rotonde Besarety le 17 décembre.

appartient aux sections locales des associations et partis d'amplifier sur tout le territoire national le mouvement de revendication des libertés démocratiques mené par le maire d'Antananarivo.

Cependant, Jean Théodore Ranjivason n'a

voulu faire aucune anticipation sur l'organisation de la Plate-forme autour de la date du 13 janvier, date avant laquelle Andry Rajoelina exige la réouverture des stations audiovisuelles fermées par l'État, dont dernièrement Viva TV. « Il y

aura un moment où les formations concernées vont décider de ce qu'elles vont faire », a-t-il annoncé hier au téléphone.

Le président du parti Droits humains et démocratie (DHD Madagascar), Hary Naivo Rasamoelina, a confié hier que la Solidarité des partis et associations d'opposition vient d'envoyer des messages en vue du renforcement des organisations locales.

Contrairement à Jean Théodore Ranjivason, Hary Naivo Rasamoelina a avancé qu'une telle mesure a été prise indépendamment de l'ultimatum lancé par Andry Rajoelina. « Tout cela se fait suivant le fonctionnement normal de l'alliance de l'opposition. Il n'est pas question du 13 janvier dans cette entreprise », a-t-il soutenu.

Jacob Andriamiaravolamena, de la Force de changement pour la démocratie (FCD), s'est demandé en fin de semaine s'il y a d'autres voies que la rue pour concrétiser le changement.

Fano  
Rakotondrazaka